

Puhi-hau

Le développement et le changement social en Papouasie-
Nouvelle-Guinée

mai 1991 # 1

Montréal, Qc., Canada

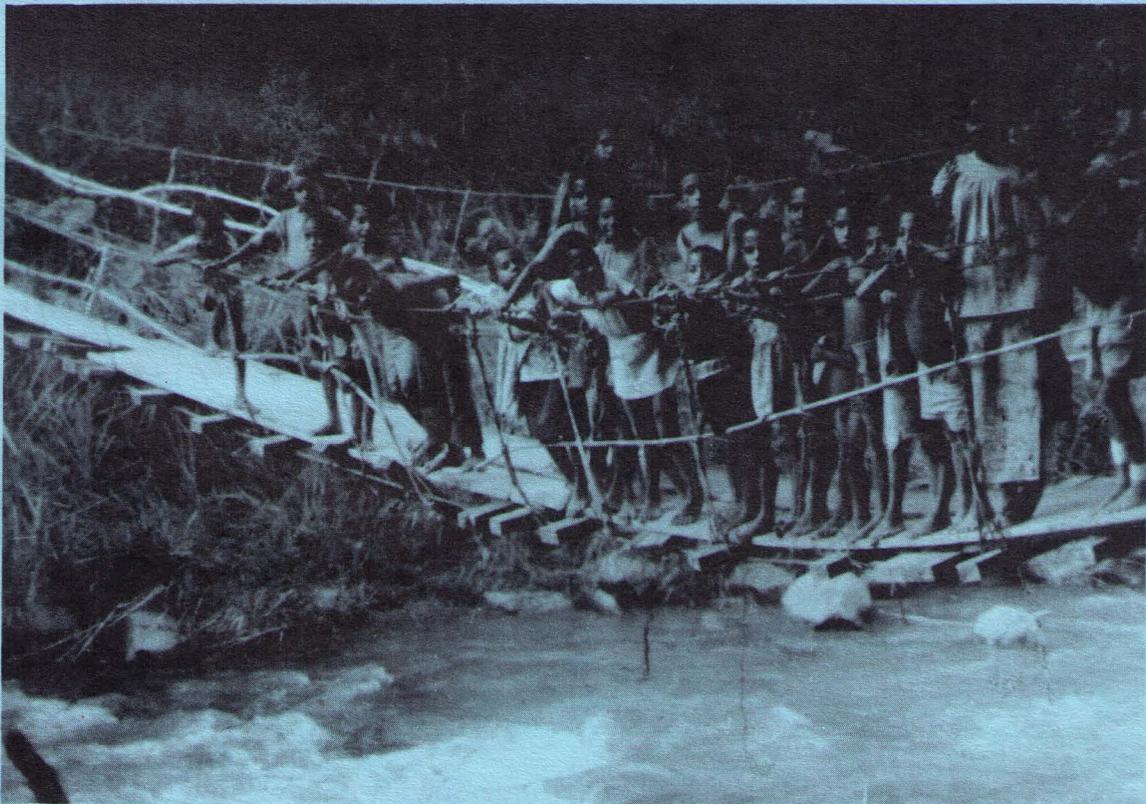


photo: Jean-Claude Martin

Dans ce numéro :

ENTREVUE AVEC L' AMBASSADEUR DE LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE
AUX NATIONS-UNIES

L'INDUSTRIE FORESTIERE: L'ENQUETE BARNETT

LA CRISE DE BOUGAINVILLE

LE PHENOMENE DES GANGS.....

PCP

Projet Canada Pacifique
Département d'anthropologie
Université de Montréal

Ceci est le premier numéro en langue française de PUHI-HAU rédigé par le Projet Canada-Pacifique. Ce numéro, financé par la Société d'aide missionnaire aux antipodes et publié par la Fondation des peuples du Pacifique-Sud, aborde les problèmes de développement en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Nous avons mis sur pied le Projet Canada-Pacifique en 1986, dans le but de mieux connaître et de renforcer les liens entre le Canada et le Pacifique insulaire. Récemment, nous avons rédigé un numéro spécial de TOK BLONG SPPF (janvier 1991) qui portait sur les problèmes écologiques dans le Pacifique insulaire.

Ce numéro, tout comme le précédent, est un travail d'équipe des étudiant-e-s du département d'anthropologie de l'Université de Montréal. L'équipe s'est donné le nom PUHI-HAU qui signifie "Souffle de paix" en polynésien.

Par ce numéro le Projet Canada-Pacifique espère ouvrir le Pacifique aux francophones et encourager la connaissance et les actions de soutien aux insulaires dans leurs luttes pour le développement. Nous accueillerons avec joie vos commentaires.

REMERCIEMENTS

Nous aimerions remercier la Société d'aide missionnaire aux antipodes qui a financé ce numéro; ainsi que la Fondation des peuples du Pacifique-Sud qui l'a publié; et finalement, le département d'anthropologie de l'Université de Montréal pour son support logistique. □

Donna Winslow

Donna Winslow: Chef de pupitre
Benoît Taillefer: Assistant à la production

Le but majeur de la Fondation des peuples du Pacifique-Sud est de promouvoir la connaissance du développement, de la justice sociale et d'autres problèmes importants des peuples du Pacifique-Sud. TOK BLONG FPPS est publié par La Fondation quatre fois par année.

Une partie du financement de cette fondation vient de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Nous tenons à préciser que les opinions exprimées dans ce numéro spécial sont celles du Projet Canada-Pacifique et que la FPPS, l'ACDI ainsi que la Société d'aide missionnaire aux antipodes ne doivent pas en être tenues responsables.

Vous pouvez recevoir Tok Blong en vous adressant à la:
Fondation des Peuples du Pacifique Sud
409-620 View Street
Victoria, B.C.
Canada, V8W 1J6

Pour obtenir d'autres copies de ce numéro, adressez-vous à:
Donna WINSLOW
Projet Canada-Pacifique, Dépt. d'anthropologie
Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. A
Montréal, QC, Canada, H3C 3J7



Logo/Projet Canada-Pacifique

Entrevue avec Renagi Lohia, ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux Nations Unies

traduction de Josée Blanchard et France Lalonde

Puhi-hau : Nous voulons créer un bulletin d'information sur le Pacifique insulaire et le transmettre aux communautés francophones de l'Océanie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Notre premier numéro a porté sur les problèmes environnementaux dans le Pacifique. Notre deuxième numéro porte sur le développement et les changements sociaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Permettez-moi d'abord de vous demander quels sont les objectifs de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en ce qui a trait au développement.

Ambassadeur Lohia : La première ressource qu'un pays doit prendre en considération est son potentiel humain. Notre première considération lorsque nous entrons dans une phase de développement, est de nous assurer que la trame de notre société ne soit pas perturbée par les grands courants qui caractérisent le développement moderne. Nous voulons faire en sorte que notre patrimoine, plusieurs fois millénaire, soit préservé.

Puhi-Hau : Pourriez-vous nous décrire quelques-uns des défis auxquels votre pays doit faire face en introduisant un objectif de développement international tel que la modernisation dans le contexte du développement local?

Ambassadeur Lohia : La société de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est très diversifiée pourtant nous avons le sentiment que le pays entier doit aller de l'avant, ce qui est une caractéristique de notre tradition. Lorsqu'un membre d'une famille évolue cela doit se faire en accord avec la famille entière. Toute la famille étendue doit alors aller de l'avant avec les autres de façon à ce que les aînés aussi bien que les enfants puissent également profiter de cette évolution. Ainsi le veut la tradition. La famille étendue s'attend à ce que chacun de ses membres, quelque soit son âge, contribue à l'ensemble de l'activité de la famille. Conformément à notre tradition, les jeunes comme les aînés ont des activités à caractère économique. Personne n'est considéré comme inutile, même en cas de maladie ou d'invalidité, la famille étendue demeurant toujours responsable de ces derniers. Aucun individu

n'est isolé de la famille étendue.

Ces traditions sont devenues partie intégrante de notre défi en terme de développement. Le fait que, de nos jours, plusieurs de ces valeurs tendent à changer au fur et à mesure que l'influence du monde scientifique et technologique et de l'idéologie occidentale du développement se font sentir, ce fait donc, engendre des difficultés. Le gouvernement aussi bien que le peuple sont confrontés à ce problème particulier.

Puhi-Hau : Comment liez-vous développement et maintien des traditions?

Ambassadeur Lohia : Il est difficile de concilier le maintien et la promotion de normes et de valeurs traditionnelles importantes en acceptant en même temps l'adhésion au mode de développement occidental. Nous devons d'abord accepter que certaines de nos traditions disparaissent et que certaines choses nouvelles soient délaissées. Ce genre de situations devrait en théorie faire place à des concessions mutuelles. Mais en pratique il faut voir si cela se fera réellement. Habituellement, on finit avec beaucoup d'acquis d'un côté et peu de l'autre. Prenons l'exemple de l'exploitation d'une ressource importante comme les mines, qui se traduit par un enrichissement monétaire pour le pays et par la création d'emplois. On doit alors faire de l'éducation une priorité puisque sans la formation technologique nécessaire au développement minier, la majeure partie des individus de la région est laissée pour compte. L'autre défi est de rendre ce type de développement possible tout en renforçant la famille étendue traditionnelle et donc de faire en sorte qu'aucun de ses membres ne soit exclu. Si cela se produit nous avons atteint notre but et la société entière se développe en harmonie avec le pays.

Puhi-Hau : Comment les habitants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée réagissent-ils au mouvement d'urbanisation?

Ambassadeur Lohia : Contrairement à la population canadienne, celle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est essentiellement rurale. Ce mode de vie est encore profondément

ancré bien qu'une infime partie de la population se soit déplacée suite à la scolarisation et à l'adoption du modèle économique moderne. Cependant, une ville ou un village ne fournissent pas le mode de vie dont nous jouirions normalement dans un village. Cela a fait en sorte que la majorité des gens instruits à la ville, retournent s'établir dans leur village d'origine, ces villages étant souvent à proximité des villes.

Les villageois ayant eu accès à l'instruction, surtout ceux dont l'âge varie entre 18 et 45 ans, construisent leur maison dans les villages afin que ceux-ci en bénéficient. Les familles restent là et continuent de pratiquer l'agriculture et la pêche. Du lundi au vendredi, ces travailleurs se rendent en ville. Lorsque le village est suffisamment proche, ils voyagent pour aller travailler ce qui fait que les villages deviennent de véritables banlieues. Ceux dont les villages sont éloignés doivent s'accommoder en restant à la ville mais ils se construisent quand même une maison dans leur village. Par exemple, les gens de New Island ou de Tolai qui vivent à Port-Moresby, qui est très éloigné, ont leurs maisons dans leurs villages. Ils ont donc une propriété et une vie économique existe entre les membres d'une même famille qui vivent à la ville et ceux qui vivent au village.

Cela maintient l'interdépendance entre les gens, ce qui est une bonne chose. Ils ne se retrouvent donc pas isolés en tant qu'individu ou en tant qu'unité de la famille nucléaire dont ils seraient séparés. La notion d'entraide est encore très importante. Ceux qui vivent au village et pratiquent l'agriculture traditionnelle, fournissent les légumes à ceux qui travaillent en ville, ainsi ils sont partagés entre eux. Ceux qui travaillent en ville partagent leurs revenus avec ceux du village. Dans bien des cas ils financent l'éducation de leurs enfants et les soins médicaux. Cela constitue le portrait général de ce qui se vit maintenant en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Puhi-Hau : Y a-t-il des exceptions?

Ambassadeur Lohia : Les forces du secteur traditionnel, tout comme celles de l'extérieur, sont si puissantes que peu de gens ont pu sortir de ce cadre sans voir leur vie brisée. L'objectif principal est de voir ce qu'il y a de bon dans le développement moderne, dans les nouvelles idées et les nouvelles technologies ainsi que de voir ce qu'il y a de bon dans les traditions pour faire en sorte que l'intégration des deux permettent un avenir meilleur pour la

Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Puhi-Hau : Y a-t-il un lien entre le taux de criminalité des villes et le développement?

Ambassadeur Lohia : Comme partout ailleurs la criminalité urbaine émerge des problèmes familiaux. Si la famille est instable vous allez voir ses membres voler et faire n'importe quoi pour survivre. Cela est manifeste dans des endroits comme New York et Sydney. Ce phénomène se produit dans toutes les villes et Port Moresby ne fait pas exception à la règle. Il y a des gens qui arrivent dans les villes avec un minimum de scolarité et de qualifications. Lorsqu'ils parviennent à la ville, il ne peuvent pas vraiment s'y faire. Certaines gens atteignent presque un mode de vie convenable dans les villes, mais à cause des liens familiaux très solides ils entraînent avec eux leur famille étendue et ils se voient dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de tous, leurs revenus n'étant pas suffisants. Il en résulte une situation où les plus jeunes et les plus âgés connaissent le chômage. Cela crée des problèmes sociaux chez ceux qui vivent en ville parce qu'ils n'ont ni une grande maison ni assez de nourriture pour subvenir aux besoins de toute la famille.

Les gens venus des villages ne peuvent pas cultiver la terre parce que cette terre ne leur appartient pas. Ils ne peuvent donc pas en tirer leur subsistance comme ils le faisaient à la campagne. Cette situation a amené, dans certains cas, l'apparition de bidonvilles sur des terres inutilisées à la périphérie des villes. Ce qui a créé des conflits avec les propriétaires de ces terres.

Les familles vivant dans ces bidonvilles doivent prendre soin de leurs enfants, et s'ils n'ont pas de travail ils devront mendier ou cambrioler. Le crime se développe donc à cause du chômage chez les jeunes et les autres.

Puhi-Hau : La presse fait souvent état des activités de bandes de jeunes hommes à Port-Moresby. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette situation?

Ambassadeur Lohia : Dans les villes plus de jeunes hommes que de jeunes femmes commettent des crimes, principalement parce que les filles sont plus près de la famille que les garçons. Les familles laissent plus volontiers étudier les garçons que les filles à l'extérieur de la ville, du village; celles-ci sont donc élevées d'une façon protectrice. Le crime est, bien

entendu, plus souvent associé aux garçons qu'aux filles mais il faut retenir que dans les villes comme Port-Moresby le taux de criminalité n'est jamais ce qu'il est dans les villes comme Sydney, Londres, Melbourne et New-York. Néanmoins, ceci est une situation terrible pour la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui n'est pas habituée à cette criminalité, laquelle est même inexistante dans les villages. Alors, un vol à Port Moresby contrarie tout le monde et la presse en fait grandement état. Mais si vous le comparez à ce qui arrive dans d'autres régions du monde, ce n'est rien. En fait, cela est insignifiant mais pour les nouveaux-guinéens c'est affreux.

Puhi-Hau : Comment le gouvernement aborde-t-il ce problème?

Ambassadeur Lohia : Le gouvernement fait un grand effort pour appliquer la loi et résoudre le problème. Nous souhaitons que la situation soit temporaire et qu'une solution définitive soit trouvée. Il reste que le problème est créé lorsque vous n'avez ni pain, ni beurre, ni toit, ni confort à la maison.

Le gouvernement essaie d'amoinrir le problème en créant de l'emploi et en s'assurant que le peuple, les ressources humaines, se développe et obtienne les outils nécessaires pour survivre en milieu urbain ou pour se déplacer librement entre les zones rurales et urbaines. Nous voulons mettre sur pied plus de centres d'emploi en milieu urbain afin de pouvoir être à l'écoute des problèmes.

Il va à l'encontre de notre constitution de légiférer l'exode des populations vers les villes ou vice-versa. Dans un pays démocratique les gens sont libres de se déplacer comme ils le désirent et c'est la règle qui prévaut en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Nous espérons qu'en essayant de fournir éducation et savoir-faire à la masse populaire, ces problèmes pourront être résolus.

Les problèmes ne se résoudre pas eux-mêmes, puisqu'ils sont liés au développement moderne. Il appartient au gouvernement de fournir des établissements scolaires et médicaux valables et de créer de l'emploi. Tels sont les défis communs à toutes nos sociétés.



Ambassadeur Lohia

photo: Donna Winslow

Puhi-Hau : Comment se vit l'évolution du rôle de la femme en Papouasie-Nouvelle-Guinée?

Ambassadeur Lohia : Je dois d'abord vous rappeler que la Papouasie-Nouvelle-Guinée est une société très diversifiée et que notre culture traditionnelle est encore très importante et très forte. La majorité de nos groupes traditionnels sont patrilinéaires. A l'intérieur de ces groupes, l'aîné ou ses frères ont la mainmise et le contrôle sur les ressources familiales. Cela signifie que lorsqu'un jeune homme se marie avec une jeune femme, celle-ci joint la famille de son mari à part entière. Mais nous avons aussi des groupes chez qui le pouvoir est détenu par des femmes. Dans ces sociétés matrilineaires, les femmes contrôlent la distribution des terres familiales et l'aspect social dans beaucoup de situations. Pour illustrer ceci, les frères ne peuvent pas posséder de terres sans l'approbation de l'aînée des soeurs. Une mère qui possède beaucoup de terres a beaucoup d'influence sur la vie familiale, qu'elle soit traditionnelle ou moderne.

Il y a interaction et parfois contradiction entre les modes de vie moderne et traditionnel. Prenons l'exemple des filles ou des garçons qui sortent du collège et qui commencent à développer leur sentiment d'indépendance et de pouvoir décisionnel sur leur propre vie, ce qui peut les amener à se dissocier des valeurs traditionnelles. Ils peuvent, par exemple, vouloir éviter le mariage. Les parents, qui auparavant avaient une influence sur le choix d'un conjoint, voient maintenant les gradués des écoles épouser une personne de leur choix; ce qui crée des problèmes au niveau des mécanismes de contrôle social basés sur la tradition. Le fait de briser les traditions entraîne évidemment des dérèglements. Quelquefois, une fille peut épouser un homme d'un village éloigné alors que traditionnellement, elle épouserait une personne du village.

Les femmes diplômées de l'université tendent à avoir de bons emplois. Quelques-unes obtiennent des postes de décision au gouvernement et d'autres se taillent une place dans les plus hautes sphères d'activité. Notre constitution établit clairement qu'il doit y avoir égalité entre les hommes et les femmes. Il ne doit exister aucune discrimination fondée sur la race et le sexe ce qui fait que les quelques femmes qui parviennent, disons, à l'université ont beaucoup de succès.

Nous avons des femmes avocates, médecins et

en poste dans les hautes fonctions gouvernementales.

On voit quand même que les femmes de Papouasie-Nouvelle-Guinée accusent un retard de développement en terme de modernisation. Ceci est dû principalement au contrôle parental et à la tendance à restreindre l'éducation des filles. Le taux d'inscription dans les écoles primaires de la côte est d'environ 100% pour la clientèle féminine. Mais dans les écoles secondaires qui sont éloignées des villages, il y a moins de filles que de garçons. Au collège et à l'université, il y a encore moins de filles.

Cependant le système d'aide financière en Papouasie-Nouvelle-Guinée favorise davantage la clientèle féminine et toutes les institutions scolaires sont amenées à promouvoir la scolarisation des femmes.

Ceci est également vrai pour l'emploi puisque toutes les chances sont offertes aux femmes d'occuper un nouvel emploi disponible. Les femmes, quant à elles, insistent clairement sur le fait qu'elles ne veulent pas un emploi seulement parce qu'elles sont des femmes mais bien parce qu'elles sont dûment qualifiées pour l'emploi, ce qui constitue pour elles une protection. Par exemple notre gouvernement a fait la semaine dernière un remaniement parmi les hauts fonctionnaires, entre autres dans nos missions étrangères. Notre premier ministre a alors indiqué clairement qu'il ne placerait en poste que des gens qualifiés et ceux qui n'avaient pas su démontrer les qualifications requises ont été remerciés.

Certaines critiques parviennent des régions. Les "Highlanders" affirment que le premier ministre favorise davantage les gens de la côte que les gens des "Highlands" lors des nominations. Le premier ministre a alors insisté sur le fait qu'il cherchait des administrateurs actifs et compétents pour diriger les ministères départements d'état et les délégations étrangères. On considère que la nomination des femmes fait partie intégrante de cette volonté politique.

Puhi-Hau : Comment la Papouasie-Nouvelle-Guinée aborde-t-elle les conséquences du développement sur l'environnement?

Ambassadeur Lohia : La Papouasie-Nouvelle-Guinée a une politique environnementale très forte, tant sur le plan national que régional. Par exemple, nous avons une politique clairement définie pour un Pacifique exempt de tout ce qui se rattache au

nucléaire et nous ne souhaitons pas non plus avoir des déchets toxiques sur notre territoire. Cela ne veut pas dire que nous rejetons l'industrialisation mais plutôt qu'à mesure que nous développons notre industrie nous avons à faire face à l'élimination des déchets qui en résultent et la question est de savoir comment y faire face.

Beaucoup de problèmes auxquels sont confrontés le Canada et les Etats-Unis commencent tout juste à faire surface ici et notre seul avantage est de pouvoir apprendre d'après les erreurs des autres.

Il y a une tendance dans les pays développés à exporter les déchets toxiques et certaines de nos îles leur ont déjà servi de dépotoir. Cela a causé un énorme problème pour un grand nombre d'habitants. Certaines compagnies canadiennes et américaines font de temps en temps des propositions, en apparence, alléchantes aux gens du peuple de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour qu'ils acceptent les déchets. Notre gouvernement tente de contrôler cette situation étant donné notre position claire sur la protection de l'environnement.

Nous avons notre propre ministère de l'environnement et de la conservation. Nous avons protégé une partie de nos forêts afin de la "consacrer à l'humanité"(1).

Ceci est notre contribution au problème de la destruction de la couche d'ozone. En bref, nous essayons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider cette cause. Notre industrie minière pollue les rivières et notre gouvernement utilise des moyens efficaces pour obtenir la collaboration des compagnies minières, et de la population, pour faire en sorte que la destruction de l'habitat naturel et des ressources qu'il contient soit réduite au minimum. Notre gouvernement porte une attention particulière à l'environnement car les déchets entraînés par les rivières se jettent dans l'océan puis dans la chaîne alimentaire et c'est la vie humaine qui en dépend.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a pris fortement position au sein du forum du Pacifique Sud pour que son océan soit une zone sans nucléaire et sans déchets toxiques. Nous préparons une politique nationale qui appuiera la politique régionale sur l'environnement et le développement, qui sera présentée par le Forum à la conférence internationale sur l'environnement et le développement au Brésil en 1992.

À l'instar du Canada et des Etats-Unis, les problèmes ont été identifiés. Le développement

est une nécessité pour la population mais entraîne une série de problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nombreux sont les problèmes associés à l'industrie minière, forestière et aux pêcheries en termes de contrôle environnemental. Il est de notre devoir de les identifier et d'y apporter les correctifs nécessaires pour en minimiser les effets négatifs et pouvoir ainsi profiter au maximum de notre environnement. Car la vie c'est beaucoup plus que le corps humain, c'est aussi les plantes, l'océan, les rivières, les nuages et l'air.

Si nous voulons que notre peuple ait une bonne qualité de vie, il importe de l'entrevoir non seulement en fonction de l'individu mais en fonction de l'environnement global qui inclut non seulement l'organisme humain mais aussi beaucoup plus. Ceci est notre "village", et si nous pouvons le conserver ainsi pour toujours, alors il sera toujours beau.

Puhi-Hau : Merci □

(1) Note du traducteur utilisé pour "dedication for humanity"



Région du Sépik: double crochet de case

La Papouasie-Nouvelle-Guinée souffre d'une faiblesse économique

par France Lalonde

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a obtenu son indépendance en 1975, a connu la prospérité économique dès ses débuts. À cette époque, les ressources naturelles abondantes de son sol ont attiré les investisseurs étrangers mais les offres furent repoussées par les membres du gouvernement qui voulaient que tous les intérêts financiers du pays restent dans les mains de la population. La stratégie gouvernementale mettait l'emphase sur le bien-être du peuple et accordait un rôle secondaire à la croissance économique. Aujourd'hui, les choses ont changé et le gouvernement fait face à de gros problèmes financiers; les années 1980 n'ont pas été une période de croissance économique. Ce dernier se voit, ainsi, contraint à procéder à des changements, souvent radicaux, pour améliorer la situation.

Cette faiblesse administrative du gouvernement a engendré des problèmes majeurs. La crise, qui sévit à Bougainville depuis novembre 1988, a eu un effet sérieux sur la production et l'exportation. Les mises à pied jaillirent en grand nombre et le chômage s'est accru à un rythme effarant. D'ailleurs il est devenu un problème important surtout chez les jeunes. Ces derniers, sont désillusionnés et se tournent vers la violence. Par exemple, 48% des crimes sérieux sont perpétrés par des jeunes entre 17 et 25 ans et 11% le sont par des jeunes entre 13 et 16 ans. L' on retrouve ce phénomène non seulement à Bougainville mais à travers le pays. Quant à leurs aînés, ils se voient obligés de travailler trois ou quatre jours par semaine. Les coûts de la main-d'oeuvre sont considérablement élevés et se comparent à ceux des pays industrialisés tels que les Etats-Unis et le Canada. Pourtant, la productivité est considérablement plus basse qu'en Asie de l'Est. Mais le gouvernement n'a pas fini avec les difficultés et fait face à d'autres obstacles majeurs en l'occurrence l'exportation.

La main-d'oeuvre ne présente pas le seul problème du pays, les exportations aussi jouent un rôle majeur. Quelques dirigeants de compagnies ont suggéré d'augmenter les exportations et de diminuer les importations. Actuellement, la population exporte peu de

biens mais en importe beaucoup afin de subvenir aux besoins quotidiens. Le rythme de consommation a augmenté considérablement. Une étude a démontré que le salaire minimum se situe sous le niveau requis pour rencontrer les besoins de subsistance d'une famille. De plus, les coûts d'importation de produits restent trop élevés. La politique monétaire incite à réduire l'inflation mais elle pénalise les exportateurs en ce sens que les prix des produits d'huile de coco et de coprah subissent une chute dramatique. De 46,000 tonnes en 1989-1990 les exportations devraient tomber à 35,000 tonnes en 1990-1991. Jamais les producteurs n'ont connu de période aussi difficile et des plantations ont déjà été mises en vente l'été dernier. Le kina s'est aussi dévalué mais pas assez pour aider les producteurs car la devise reste encore trop forte. Bref, la question reste difficile à résoudre et le gouvernement a élaboré des mesures drastiques pour contrer ce malaise toujours grandissant.

Avant de poursuivre, il est important de rappeler que le principal pilier économique du pays se situe au niveau des ressources minières. On en compte beaucoup dans le pays surtout sur l'île de Bougainville où les activités ont cessé depuis le début de la révolution. Parmi ces mesures, notons que le gouvernement a élaboré de nouvelles politiques économiques dans une tentative d'apporter une solution viable à la santé de la PNG. Mentionnons seulement les grandes lignes pour donner un aperçu de l'effort du premier ministre Namaliu. La politique stipule que pour l'assignation de contrats et de sous-contrats, la préférence sera accordée comme suit: a) propriétaires fonciers, intérêts provinciaux, Nouveaux-Guinéens et compagnies internationales; b) en ce qui concerne l'approvisionnement, les intérêts de la PNG seront considérés en premier lieu; c) les propriétaires fonciers ont la préférence pour la formation suivis de la population des provinces et d'autres Nouveaux-Guinéens; d) des comités seront formés pour assurer la surveillance des points a, b, c; e) des nouveaux taux de compensation seront établis pour les récoltes économiques populaires et pour la perte des terres; f) une nouvelle méthode de calcul des octrois accordés aux provinces par le

gouvernement national sera développée; g) une somme équivalente à 1% des revenus totaux des ventes de chaque projet sera allouée à la province où le projet est situé par le gouvernement national; h) 20% des droits d'exploitation (qui restent 1.25% de la valeur de production) ira aux propriétaires fonciers, et 80% au gouvernement provincial concerné i) le gouvernement national se réserve l'option d'acheter jusqu'à 30% des projets. L'implantation de ces politiques ne sera pas chose facile, les provinces sans projets miniers ne recevront pas de subventions du gouvernement central et se trouveront mal en point.

D'autres changements radicaux sont apparus. En 1989, la banque Westpak PNG a annoncé que les recettes financières du pays provenaient principalement des mines d'or et de cuivre. Les prix du café et du cacao ont chuté à leur plus bas niveau en 6 ans. La banque a grimpé les taux d'intérêts à 15% malgré l'assurance faite par le gouvernement à l'effet que les taux baisseront de 11% à 6%. Dans le but d'apporter des solutions, le premier ministre a coupé les dépenses gouvernementales de 7.5% dans le budget de 1990 et a promis qu'elles n'augmenteraient pas en termes réels entre 1990 et 1993. De plus, le gouvernement de PNG doit favoriser les investissements étrangers afin de contourner les problèmes économiques existants, qui sont maintenant devenus très importants. A cette fin, le premier ministre Rabbie Namaliu a émis les propositions suivantes: réduction des services gouvernementaux, mesures d'ordre légal et social, abolition de l'agence nationale de développement et d'investissement, reclassification des compagnies étrangères et d'autres mesures pour inciter les Nouveaux-Guinéens à investir dans leur pays. En l'occurrence, le gouvernement continue de promouvoir les politiques qui diversifient l'économie. L'agriculture est encouragée pour aider le développement rural et pour freiner la migration vers les villes. Mais les prix du café demeurent bas. Les dirigeants d'une compagnie ont averti les fermiers de diversifier leurs cultures. Ainsi, leurs revenus pourraient augmenter et les importations d'aliments baisser. Certains proposent même d'importer des biens finis tels que la technologie et des équipements ainsi que du personnel cadre et de procéder à l'implantation d'industries de transformation et de manufactures. Dans leur effort vers une économie plus saine, les

gouvernements de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'Union Soviétique ont signé une entente concernant la pêche. Les soviétiques aideront les Nouveaux-Guinéens dans les domaines de l'agriculture, du marketing, de la recherche, de la formation et de l'assistance technique.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est en pleine période de transition entre le mode de vie traditionnel et celui de la technologie du XXI^e siècle. Le potentiel économique est vaste surtout en ce qui a trait aux ressources naturelles; des minéraux ont été découverts récemment. Malgré le fait que les finances ont été sévèrement touchées depuis le début de la crise de Bougainville, (manque à gagner et dépenses militaires) il y a lieu de croire que le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre les problèmes auxquels il est confronté. Mais la responsabilité n'incombe pas seulement à celui-ci car le secteur privé a aussi des contributions significatives à apporter dans tous les domaines. □



Région du fleuve Erlanden: décoration de pirogue

La crise de Bougainville

par Benoit Taillefer

La Papouasie-Nouvelle-Guinée fait face à une multitude de problèmes d'ordre politique ou socio-économique. La recrudescence de la violence dans cette région du Pacifique prend des proportions démesurées qui soulève l'indignation de bon nombre d'observateurs étrangers.

La conjoncture sociale dans l'île de Bougainville n'échappe pas à cette tendance et rien ne laisse présager, du moins à court terme, qu'une volonté politique et pacifique soit envisageable pour dénouer l'impasse qui persiste présentement dans cette région. Pour bien appréhender les enjeux et les motivations qui régissent cette crise, il faut d'abord considérer l'importance de son poids économique sur l'ensemble du territoire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le potentiel minier de l'île de Bougainville constitue depuis 1972 une source de revenus considérable, voire même essentielle, pour le développement économique du pays. On estime les bénéfices nets tirés de cette production au tiers des revenus totaux du territoire. En considérant que l'économie de cet état insulaire demeure toujours précaire et fortement assujettie aux prestations étrangères, notamment celles de l'Australie, nous voyons l'importance stratégique que revêt cette île pour le gouvernement national. Cependant, ce gouvernement se voit confronté à diverses embûches car la population autochtone de cette province et plus précisément les militants réunis sous l'égide de Francis Ona, réclament, à juste titre, une plus grande équité dans le partage des profits tirés de la production minière. Parmi les plus radicaux en l'occurrence Francis Ona lui-même, surgit une volonté indéniable de sécession, qui mettrait un terme irrémédiable à la domination des intérêts étrangers, voire ceux de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les rebelles n'arrivent tout simplement pas à admettre que leur île ait pu être annexée à la P.N.G. par des étrangers et ce sans aucune consultation au préalable de la population locale. Il faut aussi savoir que depuis la fin du XIXe siècle cette île de la province du nord des

Salomons n'a guère connu de répit. convoitée successivement par des intérêts étrangers tels que les intérêts allemands et japonais, elle devient définitivement partie intégrante de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la fin de la deuxième guerre mondiale.

De plus des différences notables sur le plan culturel entre la population de Bougainville et les autres groupes ethniques présents sur le territoire n'aident en rien la quête d'une plus grande harmonisation entre les diverses communautés. En fait ces différences, bien que leur ayant servi pendant l'époque coloniale alors que les autres groupes ethniques bénéficiaient d'un prestige social supérieur dû essentiellement à leur statut d'étrangers dans la grande île, apparaît aujourd'hui comme une cause supplémentaire de conflagration.

Ajoutons à ceci que les natifs de Bougainville n'ont droit qu'à 1% des profits totalisant les revenus de la production minière, contre 5% pour le gouvernement provincial, 58% pour le gouvernement national et 36% pour les autres actionnaires n'appartenant pas à des institutions gouvernementales. Devant l'apparente insouciance du gouvernement national face aux revendications légitimes des propriétaires terriens de Panguna et devant la spoliation abusive des terres appartenant aux autochtones, le conflit ne pouvait que dégénérer en véritable guerre civile. Retenons ici que la terre représente pour les autochtones une valeur fondamentale et surtout inaliénable dans leur culture. Ce qui fait que la pollution, engendrée par l'exploitation des ressources minières, sans aucune forme de compensation pour la population locale, constitue une violation absolue de leurs droits fondamentaux à gérer leur propre territoire.

La population locale reste divisée sur les moyens à prendre pour parvenir à un règlement équitable pour tous les partis, mais un grand nombre s'accorde pour proclamer Francis Ona comme un véritable héros et ce même si celui-ci a dû à maintes reprises recourir à la violence armée pour bien faire entendre sa discordance face aux propositions de paix soumises par le gouvernement de la

Papouasie-Nouvelle-Guinée. Or, il apparaît que ces rebelles dirigés par Ona ne sont pas les seuls à lutter contre l'emprise des forces gouvernementales et multi-nationales. Plusieurs autres factions viennent agrandir les rangs des insurgés. On assiste à une véritable ramification composée, entre autre, de membres du Damiens Damen's cargo cultist mouvement qui s'identifie comme religieux et pro-sécessionniste. Ce groupe figure parmi les plus radicaux et le fait qu'il soit peu important, une cinquantaine d'individus tout au plus, ne les empêche pas de représenter une menace sérieuse pour le gouvernement de Namaliu. Retenons aussi la présence d'autres groupes bien connus en Papouasie-Nouvelle-Guinée tels que les bandes de Rascals (1) qui n'hésitent pas à commettre des actes très violents aux moments opportuns.

Vis-à-vis de cette crise qui a atteint un paroxysme incontournable, entraînant une forte baisse de la productivité minière et agricole, le gouvernement a décrété l'état d'urgence allant même jusqu'à catégoriser les militants rebelles au rang de terroristes. Toutefois la politique du gouvernement et l'indiscipline des militaires, relatée à plusieurs reprises sur le terrain, ont aggravé considérablement le conflit et ainsi perpétué l'effusion de sang qui a déjà causé énormément de pertes de vie, ne faisant que renforcer les antagonismes entre les partis impliqués dans ce litige. Plusieurs personnes ont joint les rangs de l'armée révolutionnaire de Bougainville suite à la déflagration du conflit.

Beaucoup d'autres événements aussi tragiques les uns que les autres ont surgi dans la région, ce qui a forcé le gouvernement national à décréter un cessez-le-feu et à retirer ses troupes de l'île. Cependant ce retrait forcé ne doit pas être interprété comme une abdication inconditionnelle de sa part. Au contraire le gouvernement de Namaliu continue d'exercer des moyens de pression radicaux pour que la population de Bougainville renonce à sa souveraineté.

Retenons que la déclaration d'indépendance proclamée par Francis Ona, et l'instauration d'un gouvernement provisoire, dont il est lui-même le président, a conduit le gouvernement national à réagir vivement, en imposant un blocus économique, qui précisons le, touche forcément la population la plus vulnérable et démunie; hommes, femmes et enfants, jeunes et

âgés. Ce blocus entraîne des conséquences graves et fait beaucoup de victimes dans la population touchée; malnutrition, maladies, sans compter le manque de services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé adéquats ainsi que le manque de moyens de transport et d'électricité. Certaines personnalités d'avant-scène ne se gênent pas pour dénoncer cette pratique qu'ils qualifient de violation des droits humains.

Dans une telle perspective, il s'avère évident que seul un règlement négocié peut mettre un terme à cette situation désastreuse et restaurer une paix durable. Il reste à souhaiter que le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée fera preuve de bonne volonté dans cette impasse.

(1) Terme qui désigne dans la langue vernaculaire de la PNG, des bandes de délinquants généralement regroupés dans les grands centres urbains. □



Région de Nouvelle Irlande: masque

L'économie politique de l'industrie forestière: corruption dans l'industrie du bois en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'enquête Barnett.

*Extraits d'un article de George Marshall
dans TokBlong SPPF Vol. 34, janvier 1991*

traduit par Christian Delorme et Benoît Taillefer

Les industries du bois et les groupes de conservation ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour enrayer la destruction de l'environnement causée par la coupe de bois excessive. L'expérience de la Papouasie-Nouvelle-Guinée montre bien que les compagnies, qui ont des intérêts dans le domaine forestier, ne se soucient guère de l'environnement. Leur but est de faire le plus d'argent possible dans un laps de temps le plus court possible. Ces industries sont corrompues et corrompent d'autres intervenants.

En 1987 une guerre des mots éclate entre la presse de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le parlement en ce qui a trait à la compétence des industries forestières. Le conseil a émis des accusations publiques de fraudes et de malhonnêteté. Ceci a eu pour conséquence l'instauration, en mai 1987, d'une commission d'enquête par le premier ministre de l'époque Paias Wingti pour évaluer les opérations des industries forestières en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'enquête, dirigée par le juge Thomas Barnett, a conclu que l'industrie forestière s'est étendue sans aucun contrôle en usant de corruption et d'abus de pouvoir à tous les niveaux. Ce qui a, de plus, détruit les espoirs de vie meilleure pour la population pauvre du pays.

Les résultats de l'enquête ont mis en doute bon nombre de mythes à propos de la forêt tropicale promue par les industries, le gouvernement, les organisations comme la banque mondiale et même par certains groupes environnementalistes. Le point de vue partagé par ces divers instances suggérait que l'industrie forestière pouvait être appréciable si elle avait des mesures de contrôle appropriées. Les compagnies pouvaient accomplir un travail rentable si elles avaient un climat commercial adéquat et des revenus également adéquats.

La commission d'enquête a apporté une quantité appréciable de données pour réfuter ce point de vue, pour la simple raison que cette industrie n'est ni dirigée ni contrôlée. Etant

donné la superficie et le manque d'accès aux régions, les institutions forestières ne peuvent assurer ce contrôle. Le cas de la PNG démontre un potentiel appréciable de profits d'où un intérêt grandissant. Dans un contexte comme celui-là, la corruption est un investissement et il est clair que de nombreux secteurs de l'économie de la PNG, par un effort concerté des compagnies, subissent l'influence par des politiciens corrompus.

Contrôle extérieur

Même si la constitution de la PNG préconise un contrôle sur les investissements extérieurs pour ne pas laisser les capitaux étrangers en position de domination, ce qui pourrait compromettre l'intégrité nationale de la PNG", il est évident que l'industrie forestière demeure entre des mains étrangères. Comme dans tous les pays de l'Asie du sud-est exportateurs de bois, le Japon a une emprise considérable sur ce commerce. Il importe plus de 60% des exportations de bois de la PNG et il constitue une zone d'entrepôt importante pour une grande partie du bois destiné au commerce avec d'autres pays de l'Asie du sud-est.

Les compagnies japonaises et celles sous contrôle japonais détiennent les permis de déboisement sur 52% de la superficie accordée à cette industrie. Une compagnie comme Jant appartient dans son ensemble à Honshu (c'est-à-dire japonaise) d'autres comme Open Bay Lumber ou Shin Ashigawa New Guinea appartiennent également à des compagnies japonaises. Ces industries vendent la majorité de leur production à leur compagnie mère, un arrangement qui ne fait, somme toute, que faciliter les fraudes fiscales.

Dans le cas des autres compagnies le véritable contrôle demeure caché. Gaisho NG par exemple est en théorie une propriété de Gaisho Japon. En fait elle a été créée avec le support de ses principaux clients, Sanyo Kokusaku Pulp et Maruni Mokku pour avoir droit à des prix inférieurs. D'autres compagnies comme Kamusi

Timbers et United Timbers semblent être indépendantes mais en réalité elles sont financées par leur unique client Sumitomo Corp. et Mitsubishi. On dénote d'emblée que plusieurs autres compagnies n'appartenant pas aux investisseurs japonais font tout de même partie d'intérêts étrangers. C'est le cas notamment de la cie Vanimo Forest Product, qui appartient à la Bunning LTD. d'Australie.

Corruption

L'industrie du bois selon le rapport de Barnett est aux prises avec un problème sérieux de corruption et de malhonnêteté. Le problème selon lui est des plus alarmants en Nouvelle-Irlande où le chantage et la corruption sont tellement répandus qu'il faut maintenant parler de problème social majeur.

Les principaux individus se rattachant à ce phénomène de chantage et de corruption apparaissent comme étant Francis et Michael Sia chez qui les activités ont fait l'objet d'une attention particulière. Les frères Sia, dirigeants d'une compagnie de bois et de marketing (Santa Investments & Malaysian Overseas Investment Corporation) ont implanté un vaste réseau de corruption qui en Nouvelle-Irlande s'étend jusqu'au plus haut niveau du département des forêts. Les données démontrent que l'on a versé de l'argent à différents officiers de l'immigration et des douanes, à des officiers du département des forêts, à des politiciens provinciaux par exemple Noël Lévi et Gerald Sigulogo, tous deux siégeant dans la région où les deux frères Sia détiennent leurs concessions ainsi qu'au ministre des postes et des télécommunications. D'autres personnes influentes ont également reçu des cadeaux des frères Sia, notamment le premier ministre de la Nouvelle-Irlande Robert Seeto et Ted Diro ex-ministre national des forêts.

Le ministre Diro est considéré comme le plus grand escroc démasqué au cours de l'enquête. Il était depuis 1985 en conflit d'intérêts. Possédant 35% des parts d'Angus Investments (Cie de bois singapourienne), il poussait le ministère à accorder des contrats et des permis à Angus Investments pour la coupe de bois. De plus cette Cie avait un plan de reboisement exceptionnellement pauvre tout comme son infrastructure et ses conditions d'exploitation. Les opérations d'Angus ont été désastreuses et elle a finalement fermé, endettée de plus de 1.6 millions \$ US mais Ted Diro s'en est sorti avec

des profits illégaux de plus de trois millions \$US.

Au moment où Diro était ministre national des forêts, il a reçu de nombreux autres pots-de-vin, du Directeur du conseil des Industries Forestières, de Michael Cowan, de Santa Investments et de Chin Ah Eng (cie de bois). Il émit un permis d'exportation à Bruce Tsang accusé, par le Département des Forêts, de possession de bois coupé illégalement et Angus reçut 5000 \$ US. Il reçut également 140 000 \$ US du Général Benny Murdi, principale tête de l'armée indonésienne pour des raisons encore inconnues. Ce qui semble le plus étrange dans cette affaire est que Ted Diro au lieu d'être condamné pour ses méfaits, se retrouve constamment promu à des postes supérieurs.

Surveillance inadéquate

Le contrôle sur le terrain est inadéquat. A cela s'ajoutent le manque de contrôle sur les transferts de prix, les sous-évaluations et les fausses déclarations d'espèces à cause desquelles le gouvernement de la PNG perd énormément d'argent.

Au moment où les allocations des concessions ont considérablement augmenté, la capacité de surveillance du département des forêts a, elle, considérablement diminué. Parmi les raisons qui justifient cette lacune, le manque de fonds disponible pour l'entraînement des officiers forestiers, demeure le plus apparent. Barnett donne l'exemple de Kupiano où il souligne que les trois officiers forestiers ne disposaient même pas d'une bicyclette pour effectuer leurs déplacements d'un site à un autre. La liste d'exemples de ce genre est longue. Aucune compagnie de bois soumise aux enquêtes de la commission n'avait de rapports de conditions d'opération, d'où la difficulté d'obtenir des preuves substantielles permettant l'inculpation des contrevenants.

La coupe de bois illégale reste connue de plusieurs mais personne jusqu'à présent n'a tenté d'enrayer cette pratique: à Kabil en Nouvelle-Irlande, Sakai Management Pty. Ltd a déboisé la région sans permis et a, tout de même, réussi à obtenir une licence d'exportation de Ted Diro. En retour Sakai a payé la somme de 5200 \$ US à la compagnie de Diro. De plus, on note que pour la période de 1984-85, la même compagnie a illégalement déboisé 10,600 mètres cubes dans la région de Nakmai. Une autre compagnie, la Stettin Bay Lumber Company s'est permis de

diriger une entreprise de plusieurs millions pendant sept ans, sans que soit respectée la législation en matière de droit d'entreprise. Le rapport Barnett estime que le montant des exportations de cette cie se chiffre à 240,000 mètres cubes de bois par année.

Les conclusions de son rapport sur le département des forêts sont accablantes: l'industrie du bois agit selon son propre gré dans ce pays. C'est un mélange de négligence intellectuelle, de bureaucratie inefficace et d'un manque d'honnêteté politique. Sous ce voile d'inertie on remarque qu'il y a des compagnies qui continuent de s'associer avec des citoyens sans scrupules, n'ayant comme objectif que le profit immédiat et, pour réaliser cet objectif, rien ne peut les arrêter, pas même le respect de l'environnement et encore moins celui des lois.

Destruction de l'environnement

La destruction de l'environnement causée par la coupe excessive de bois en PNG constitue un désastre monumental. La commission d'enquête était largement concernée par le problème virulent de la déforestation. Elle a d'ailleurs jeté le blâme sur les nombreuses cies n'ayant aucune expérience en matière de coupe de bois. À titre d'exemple, elle cite la cie Straits, qui a obtenu des concessions pour pratiquer la coupe de bois mais, sans pour autant, avoir les qualifications qui s'imposent puisqu'elle représente une firme en ingénierie naval.

En théorie, les lois sur la planification environnementale offrent une protection contre l'abus de tout genre. Elles prévoient également une réglementation sévère concernant les rapports d'impact environnemental ainsi que des plans d'exploitation. Ce qui revient à dire que tout projet d'exploitation doit d'abord faire l'objet d'une approbation de la part du département de l'environnement et de la conservation, avant que puisse être entrepris quoique ce soit. Ce département se réserve le droit d'exiger *certaines conditions avant d'émettre un permis* et peut même, s'il le juge nécessaire, refuser une demande de permis. Néanmoins selon le département, plus de 75% des entreprises n'ont jamais soumis de tels rapports.

Il semble que les exigences de ce département ne demeurent que de simples modalités puisqu'aucune cie ne s'est vu jusqu'à présent refuser un permis d'exploitation pour causes de risques

environnementaux. La commission Barnett ajoute que le secteur responsable de l'émission des permis, au département de l'environnement et de la conservation, n'emploie qu'une seule personne. Ceci indique bien à quel point le souci de l'environnement pour ce département demeure plus ou moins ignoré.

Gaisho a complètement ignoré les clauses environnementales inscrites sur son permis. De nombreuses rivières ont été complètement détournées de leurs lits originels. L'impressionnant cours d'eau potable qui alimentait le village de Losu a été asséché seulement six mois après que la coupe du bois fut entamée dans cette région.

La concession de Kamusi dans la province de Oro constitue l'habitat naturel pour les plus grands papillons au monde, les "Queen Alexandra Birdwing". Les spécialistes les considéreront sous peu en voie d'extinction si rien n'est entrepris pour limiter les dégâts causés par une surexploitation dans ce secteur.

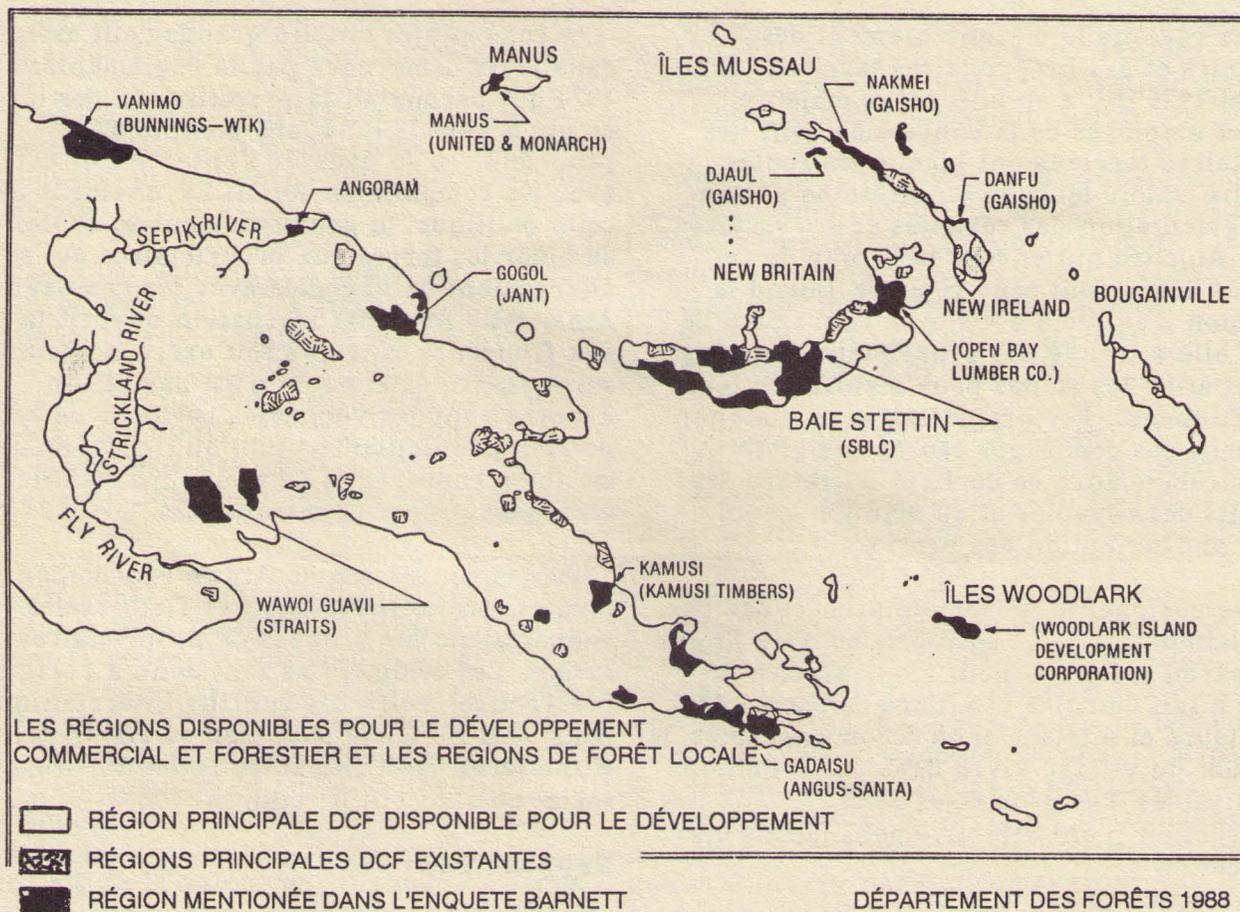
Des compagnies réputées ont été sévèrement critiquées. Bunnings, une compagnie australienne qui exerce ses activités à Vanimo, est accusée d'avoir enfreint toutes les règles environnementales. Barnett parle d'un manque de respect flagrant, de destruction massive et même de zone sinistrée. En plus de la coupe autorisée, les boisés environnants ont fortement été endommagés.

La compagnie Jant a aussi été accusée d'avoir omis certaines clauses environnementales au cours de ses opérations. Les règlements sur les coupes aux abords des cours d'eau n'ont pas été respectés. En 1990 ces abus continuent et le département des forêts ne semble pas vouloir renforcer les mesures de protection. Jant était obligé, selon son contrat, de reboiser 20,000 ha pour 1985 et de cesser toute coupe supplémentaire dans la partie de cette forêt. En 1985 Jant n'avait reboisé que 3000 ha et n'enregistrait toujours pas de bénéfiques.

Ces opérations ont eu des effets désastreux sur les propriétaires terriens. L'anthropologue Colin De'Ath décrit tout simplement ces derniers comme des peuples rejetés.

Les propriétaires trompés

98% des terres en PNG appartiennent aux autochtones. Ceux-ci sont donc en droit de



toucher une part des bénéfices de la coupe du bois pratiquée sur leurs terres. Cette part du profit pourrait, entre autre, prendre la forme de gains directs en royautés. Dans plusieurs régions la montée des transferts de prix et la sous-évaluation du bois a complètement trompé les propriétaires terriens. En fait la part des propriétaires est ridiculement peu élevée. La compagnie locale des propriétaires terriens dans la concession de Djaul (LFA) s'est fait duper et a perdu une somme totalisant 263,860 dollars US par le transfert des prix de la compagnie Gaisho. Dans la région de Wawoi Guavi les propriétaires ont reçu dans de nombreux cas seulement 0.65% de la valeur réelle des prix du bois sur le marché soit 50 cents US par mètre cube. De plus Angus n'a jamais payé de royautés.

Les propriétaires terriens ont formé une corporation de développement pour tenter de se protéger contre les fraudes dont ils sont victimes, mais les compagnies forestières continuent de les leurrer en employant diverses tactiques illégales.

Ces mêmes propriétaires sont supposés bénéficier de certaines clauses dans les contrats

que les industries du bois signent. Dans certains cas cela inclut des projets de développement économique. Barnett signale toutefois que dans tous les cas étudiés, les résultats se traduisent par des échecs systématiques. Gaisho, par exemple, était obligée de défricher 2000 ha de terre agricole et d'établir 400 ha de plantations de cacao dans la région de Danfu. Elle a présentement défriché 230 ha et n'a établi aucune plantation de cacao. A Wawoi, Straits n'a jamais tenu sa promesse de faire construire une école, un hôpital, six postes d'assistance médicale, une scierie, une plantation de charbon et une ferme de crocodiles. La majorité des routes construites pour les cics forestières sont inadéquates et ne peuvent durer bien longtemps, pourtant les routes sont perçues comme étant un bon moyen de favoriser le développement économique dans la région et c'est pour cette raison qu'on tolère l'implantation de telles entreprises forestières.

Finalement l'industrie du bois est censée créer des emplois pour la population locale. Souvent les gens de la région se voient confiner à des postes de subalternes. On favorise nettement l'embauche d'asiatiques ou d'européens. Dans

plusieurs régions le mécontentement des travailleurs et des propriétaires terriens surgit. En juillet 1976 il y a eu une grève majeure parmi les employés de la concession Jant, les propriétaires terriens ont bloqué les routes pour faire valoir leurs revendications portant sur l'augmentation des royautés et des services sociaux. Aujourd'hui encore beaucoup de ces demandes demeurent sans réponse. Quand la commission d'enquête a visité la concession de Vanimo elle a trouvé des propriétaires furieux, bloquant ainsi les routes pour manifester leur mécontentement. Les propriétaires se plaignent notamment des dommages causés aux rivières par la surabondance de déchets, du retard des paiements des royautés et du manque d'équité quant à la distribution des profits.

Aucune compagnie ne semble préoccupée par la population locale. Le comportement de Angus figure parmi les pires. Pour avoir accès à un site elle a fait détruire le village de Sabiro par ses tracteurs et a laissé, sans dédommagement, la population du village vivre dans des conditions insupportables. Les promesses de reconstruction n'ont effectivement jamais été respectées.

Les abus de ce genre persistent toujours. En janvier 1990 un membre du Groupe d'Action pour la forêt tropicale a visité la compagnie Stettin Bay Lumber à la concession du Kuli Pagi. Il y a trouvé une population complètement abasourdie: leur village venait d'être détruit par les tracteurs de la compagnie. Leurs plantations ont totalement été détruites, leurs sépultures violées et leur approvisionnement en eau potable contaminé.

Dislocation sociale

Parmi les principales préoccupations de l'industrie forestière la dislocation sociale revêt une importance singulière. Traditionnellement les sociétés de la PNG tentaient de parvenir à un consensus en ce qui a trait à la question de la possession terrienne. La commission s'est aperçue que les compagnies passaient outre ces accords tribaux et manipulaient avec de fausses promesses les autochtones. Dans la concession de Danfu, Gaisho débuta la coupe du bois avant même d'avoir reçu l'autorisation de l'ensemble des propriétaires, seulement 50% d'entre eux avaient ratifié l'entente. A Hawoi Guavi 415 des 1196 propriétaires n'ont jamais participé à aucune discussion qui aurait pu conduire à une entente.

Les compagnies ont été grandement assistées dans leurs démarches par la réglementation de 1974 qui permettait la privatisation des terres, ce qui a permis inévitablement aux propriétaires de pouvoir s'entendre directement avec les compagnies. Avant l'avènement de cette politique, le gouvernement se contentait de louer les terres aux propriétaires qui se chargeaient de négocier avec les compagnies. Ainsi cette nouvelle législation ouvrait la porte aux fraudeurs sans que soit exercée aucune surveillance externe. Il n'est pas besoin d'insister sur les véritables perdants de cette nouvelle conjoncture, quoi qu'il soit intéressant de noter l'apparition de nouvelles rivalités claniques jusque-là inexistantes.

Dans la concession de Arawe les compagnies rivales, Arawe investment et Timbersales supportaient des groupes de propriétaires rivaux. Les compagnies sont donc à l'origine des divergences voire des conflits interclaniques mais rien ne laisse supposer qu'elles veuillent d'une façon ou d'une autre rétablir l'ordre social qu'elles ont déstabilisé.

Rapport réprimé

Les découvertes de Barnett s'avèrent menaçantes pour le gouvernement et l'élite locale. Aussitôt que l'enquête a commencé, bon nombre de révélations troublantes ont suivi ce qui a évidemment conduit le gouvernement à prendre position subtilement contre la commission Barnett et ce, en coupant les subsides. De plus Barnett a dû déployer toutes ses énergies pour arriver à terminer son enquête et l'on a même été jusqu'à tenter à sa vie en le poignardant presque fatalement à Port-Moresby. Son rapport final n'a été publié que très sommairement et aucune partie de ce rapport n'est accessible au public. Enfin, aucune des recommandations proposées dans son rapport n'ont été suivies.

Au moment où la commission a rendu son rapport (juillet 1989) le premier ministre Rabbie Namaliu annonçait qu'il n'y aurait plus de région étiquetée comme forêt locale. Depuis ce temps quatre régions ont été étiquetées comme des forêts locales. En mars 1990 le Ministre des finances de la Province Centrale, Herman Savura déclarait que plusieurs compagnies ayant quitté le pays au moment de l'enquête sont revenues en empruntant de nouveaux noms. De toutes les compagnies seule la Gaisho a été forcée de quitter définitivement.

De toutes manières les concessions lui ayant été concédées étaient presque toutes épuisées.

Les frères Sia et leur compagnie Santa sont encore en opération. Les vingt chefs d'accusation de corruption portés contre eux ont tous été rejetés.

En janvier 1990, Bunnings a vendu la concession de Vanimo à WTK Realty pour 13 millions de dollars US. Comme la terre ne leur appartient pas, une consultation aurait dû être effectuée avec les propriétaires terriens. Il n'y a eu aucune consultation, WTK a depuis remercié la majorité des travailleurs originaires de la PNG pour les remplacer par des Malais.

Karl Stack, l'actuel ministre des forêts est lui aussi impliqué dans plusieurs scandales concernant la coupe de bois frauduleuse. Il aurait légué d'énormes concessions territoriales (40,000 ha) à des prix dérisoires dans la province de Madang. Les propriétaires terriens n'ont pas été consultés du tout et leurs rôles dans les négociations ont été usurpés par des membres du gouvernement. Ils recevront seulement 3% de la valeur du bois sous forme de royautés, de plus la compagnie qui a obtenu la licence Kosmos Resources ne figure même pas dans le registre des compagnies de la PNG.

En réponse à l'enquête Barnett et aux abus qui se poursuivent, l'Alliance Nationale des Organisations non-gouvernementales a demandé le boycott de l'exportation de bois.

Les implications pour le commerce du bois

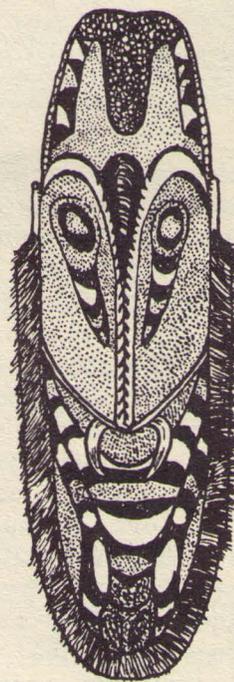
L'enquête de Barnett demeure l'étude la plus sérieuse et la plus objective de toutes les études réalisées sur l'industrie du bois dans les pays tropicaux. Pour cette raison, ses découvertes ont une importance qui dépasse le cadre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Plusieurs des compagnies mentionnées dans cet article possèdent d'autres concessions et intérêts à travers l'ensemble du sud-est asiatique. Les transferts de prix ont grandement été assistés par les ententes non-officielles des compagnies et de leurs clients. Tenant compte des moyens utilisés par plusieurs compagnies opérant en PNG, qui sont associées avec de plus grandes compagnies forestières comme par exemple Honshu et Mitsubishi, l'on peut

présumer que les comportements criminels rapportés par Barnett sont le résultat de politiques corporatives et que la responsabilité se diffuse dans le système en entier.

Finalement la commission d'enquête montre clairement que l'industrie du bois en PNG est indéniablement indirigeable, fortement corrompue et irréfornable. Comme dans d'autres pays le gouvernement donne l'impression de contrôler ce qui est effectivement hors de contrôle.

Il est clair que ceux qui endossent et encouragent l'industrie du bois, en particulier les agences d'aide multilatérale, réalisent que le problème ne peut se résoudre avec plus de surveillance ou une restructuration administrative. Le problème surgit essentiellement à cause de la conjoncture politique et du système de concession qui permet aux intéressés de réaliser des bénéfices importants dans la coupe du bois. La destruction de la vie, la désintégration sociale, la disparition de cultures traditionnelles et l'extinction d'espèces animales et végétales comportent un prix trop cher à payer pour voir son patrimoine national investi par des compagnies étrangères. □



Région du Sépik: masque



photo: Jean-Claude Martin

Le pouvoir des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée

par France Lalonde

Dans les sociétés traditionnelles, les femmes contrôlaient la démographie en ayant recours à des méthodes comme l'avortement et l'infanticide. Par exemple, dans un groupe des Highlands en PNG, un homme a mentionné à un de ses semblables occidental que les femmes n'avaient jamais eu de jumeaux avant l'arrivée des missionnaires blancs. Par la suite, les femmes ont tenté de s'immiscer en politique mais sans succès; les hommes ayant fait en sorte de comptabiliser les finances des groupes de femmes. Elles ont encore une dure lutte à mener. Mais là où elles possèdent un pouvoir indéniable, elles le conservent et même l'accroissent chaque jour. Par l'entremise d'un mouvement féministe (Kafaida), elles conservent les pouvoirs de sorcellerie qui leur sont attribués depuis longtemps et acquièrent une prospérité de plus en plus reléguée par les hommes. Le Kafaida (signifie "travail des femmes") est une organisation qui a débuté dans les années 1950. Elle a pour but, entre autre, de

permettre à des milliers de femmes de différents groupes et de langues diverses d'économiser et d'emprunter en réponse à l'éclosion de leur statut économique. Cette association offre aussi la possibilité aux femmes de mettre un pied dans l'arène politique et ainsi de démontrer leur réaction face à leur rejet de ces institutions, exclusivement formées par des hommes.

Le Kafaina ressemble à ce qu'on appelle, dans le monde occidental, une société secrète. Un ensemble de règles est scrupuleusement observé par les membres qui en gardent le secret et des réunions régulières se tiennent dans une maison située près de celle des hommes et où l'on est assuré que le territoire est "pur", c'est-à-dire qui n'a pas été souillé par le sang provenant des menstruations. Le Kafaina est très bien organisé et géré par des femmes à l'exception de deux hommes. L'un s'occupe de la comptabilité de l'organisme et l'autre de l'organisation de fêtes. Ces derniers ne prennent aucune décision. Les femmes veillent

sur tout, de la cueillette de l'argent apportée par les membres à l'élaboration de règles.

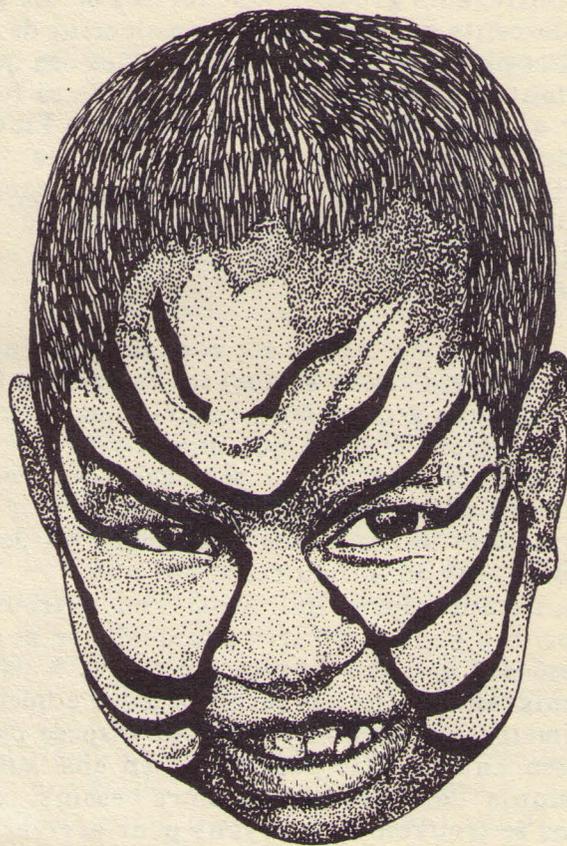
Les pouvoirs de sorcellerie des femmes sont reconnus depuis longtemps, seulement quelques hommes en possèdent. Mais il semble que ces croyances s'estompent lentement chez ces derniers. Les maisons où les femmes se rencontrent sont souvent perçues par certains comme étant des lieux où il ne se passe que des affaires de femmes, dont la sorcellerie, et les hommes en ont peur. Les sorcières sont des êtres surnaturels très forts et incontrôlables; elles deviennent invisibles quand elles attaquent leurs victimes (généralement des hommes et des enfants), entrent dans le corps par les aisselles et suivent un trajet spécifique, jusqu'au moment où elles trouvent le foie, qu'elles dévorent entraînant ainsi la maladie et la mort. Elles tiennent des réunions secrètes la nuit dans le bois, se rassemblent dans les cimetières et boivent le sang des cadavres récents. En réaction à ces phénomènes, les gens accusent les femmes par la seule observation de leurs comportements et ce, même lorsque les hommes pratiquent la sorcellerie. Le statut social des sorcières varie selon la région et le groupe. Ainsi, certaines bénéficient d'un statut exceptionnellement élevé et possèdent des jardins magiques ou sont mariées à des hommes importants. D'autres connaissent le cas contraire et sont considérées comme des déchets de la société.

La source principale de revenus pour les femmes réside dans la vente de fruits et légumes au marché. La majorité des femmes, soit 91%, retire jusqu'à 5 kinas par journée de travail au marché. Malgré le fait que les hommes ne voient pas de prestige dans ce type d'entreprise, elles peuvent être financièrement indépendantes de leur mari et ainsi payer des biens domestiques, des cigarettes, l'utiliser pour parier et pour économiser. Elles apportent cet argent au Kafaina qui a signé une entente avec la banque afin de protéger les économies des femmes. Ainsi, des règles s'appliquent dans ce domaine aussi. Il est impossible de retirer l'argent déposé dans le compte, d'utiliser l'argent pour payer les impôts ou les amendes et de contribuer aux cérémonies des hommes.

De plus, l'association a voulu prévenir la désobéissance aux règles en établissant un système d'amendes. Les hommes qui blaguent au sujet des danses et des décorations Kafaina reçoivent une amende de dix kinas. Il en est

ainsi pour les femmes qui subissent des agressions et pour celles qui portent le chapeau de l'association sans être membres.

Les femmes Kafaina protègent leur argent pendant un certain temps seulement. Elles le remettent ensuite à leur mari qui en dispose à sa convenance. Bref l'appartenance au Kafaina leur permet de démontrer leur habileté à organiser des échanges, d'acquérir un certain prestige et d'avoir un statut social relié au développement de leur secteur économique. Elles se taillent une place qui leur assure la prospérité pendant une certaine période pour, ensuite, avoir recours aux croyances traditionnelles et tout "léguer" à leur mari. Certaines représentent une exception en voulant être entendues dans les forums et ainsi accéder au rang de première classe. En attendant, elles peuvent se féliciter d'avoir acquis une réelle indépendance face aux hommes. Elles ont créé une organisation qui leur donne des perspectives de croissance et d'évolution. □



Enfant de la région de Highlands

Le phénomène des gangs en Papouasie-Nouvelle-Guinée

par André Cyr

La capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port-Moresby, connaît depuis plus de dix ans, une hausse de criminalité importante qui détériore la qualité de vie citadine. Cette criminalité est surtout causée par des jeunes adolescents regroupés, ce que l'on appelle plus communément le "phénomène des gangs". Les plus connus sont les "Rascals", il en existait plus de vingt groupes différents au début des années 80. Aujourd'hui, nous pourrions penser que ce chiffre ne peut qu'avoir augmenté étant donné que la population de la ville ne cesse de s'élever de 6 à 7 % chaque année. (il y avait environ 95 000 hab. en 1977 et en 1990 la population était évaluée à plus de 200 000 hab.) Il existait également d'autres groupes véhiculant des doctrines raciste tel que les "K K K", la mafia, les Goipex, les six "male tigers" et les Kipsco. Il y avait plus de 50 groupes de ces derniers. Ces différents groupes sont formés de dix à cent adolescents qui sont âgés normalement de 13 ans et plus. Les jeunes sont recrutés dès qu'ils sortent de l'école. Les regroupements se font par quartier, mais le lieu d'origine de l'individu et des parents est important car il existe certains stéréotypes. On considère par exemple, qu'un individu provenant d'une certaine région, sera plus agressif que celui provenant d'une autre.

La population rurale est véritablement attirée par la ville. Ce sont surtout les femmes et les jeunes qui s'y installent. La principale cause est l'avancement économique que la ville peut offrir. Rares par contre, sont ceux qui trouvent du travail car peu ont une formation leur permettant de travailler (seulement 3% des immigrants du milieu rural ont une qualification formelle). Ainsi, l'on se trouve avec une population très peu qualifiée et ne possédant que peu d'éducation car 46 % de ces immigrants n'ont pas terminé leurs études primaires. Le gouvernement ne dispose pas d'assurance sociale pour venir en aide aux plus démunis. Pour subvenir à leurs besoins, ces gens se trouvent des moyens pour arriver à se procurer de l'argent. Ces moyens ne sont pas toujours légaux. Ces jeunes sont également attirés par les biens matériels tels les radios transistor, les disques, les magnétophones, les vêtements de style "western" et les voitures que

la société non-traditionnelle leur expose. Ils souhaitent obtenir ces biens. Par contre, le manque d'éducation les défavorise et entraîne une frustration vis-à-vis des étrangers et des "nationals". (Les étrangers sont les gens de l'Australie, de la Grande Bretagne et des Etats-Unis venus pour leur travail et les "nationals" sont les natifs de la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui détiennent des professions libérales. Ceux-ci ont la possibilité de se procurer des biens matériels étant donné leur situation économique plus favorable.) C'est ainsi que les jeunes se retrouvent sans argent, errant dans les rues de la ville pour commettre des crimes. Les vols par effraction, les vols à main-armée et les vols de voitures sont les plus fréquents.

Ces crimes sont commis, en majorité, par des individus de sexe masculin. Un rapport de police effectué en 1980 indique que sur les 268 arrestations juvéniles, il n'y avait que 6 individus de sexe féminin soit 2.2%. Cette disproportion est plus importante si l'on compare d'autres villes ayant un taux de criminalité égal. Port-Moresby a une proportion de 44 hommes pour 1 femme, tandis que Kampala en Uganda (Afrique) a une proportion de 23 pour 1. Cette différence pourrait être expliquée par le fait que la vie traditionnelle au village est marquée par une division sexuelle des tâches domestiques en PNG. Les jeunes filles suivent leurs mères tout en les aidant, par exemple à la préparation des repas, tandis que les jeunes garçons sont plus libres de leurs activités. Nous retrouvons ce trait culturel également à la ville. C'est ainsi que les jeunes garçons ont peu de supervision parentale, ils sont libres de leurs allées et venues.

L'un des problèmes majeurs de la police, pour contrer les jeunes criminels, est le manque d'information sur leurs identités. Les gens ne possèdent pas de certificat de naissance et même le gouvernement ne détient aucune inscription formelle ni aucun registre pour identifier les individus. La police s'affaire à monter un système d'identification. Celui-ci consiste à photographier les adolescents lors de leur arrestation.

Ce problème complique également la tâche au système judiciaire de la PNG car on ne connaît pas l'âge des jeunes contrevenants. Lorsqu'un adolescent est reconnu coupable, la police doit décider de la sentence et du lieu de détention (centre de correction pour délinquants juvéniles ou pénitenciers pour adultes). Souvent cette décision est prise en fonction du délit commis. Pour être considéré comme délinquant juvénile, il faut être âgé de moins de 16 ans. Ordinairement la sentence d'une détention pour mineur ne dépasse pas plus de trois mois. L'une des raisons de ces courtes détentions est le manque de services offerts et le manque d'institutions pouvant admettre les contrevenants. Donc après une courte détention, les adolescents se retrouvent à nouveau dans la rue. Les services offerts à la suite d'une détention pour qu'ils ne retournent pas dans le milieu du crime sont pratiquement inexistantes. Cela ne rassure en rien la population qui voit le nombre de victimes augmenter chaque année.

Depuis le début des années '80, la plus connue des protections contre le crime est la

surveillance du voisinage. Les résidents d'un secteur s'organisent pour faire des tournées en voiture sur une période de 24 heures en effectuant une rotation systématique. La hausse du crime et plus particulièrement le vol par effraction a fait naître une nouvelle architecture. Les maisons sont construites de façon à ce qu'il soit plus facile d'en faire la surveillance. Les moyens de se protéger individuellement sont très diversifiés, les clôtures, les systèmes d'alarme, les chiens de garde sont les plus utilisés. Il n'est pas rare par contre, de voir les résidents garder des armes telles que des couteaux, des haches, des lances, des massues et même à l'occasion des armes à feu.

En fait l'attraction de la ville provoque une circulation de la population dans un seul sens. L'une des solutions, pour résoudre les problèmes de la violence à Port-Moresby, serait que le gouvernement développe suffisamment le milieu rural pour qu'il soit plus profitable d'y habiter. Ainsi les gens circuleraient dans les deux sens ce qui diminuerait le nombre de jeunes adolescents à l'intérieur de la ville. □

"Je m'appelle Joël Keram: mes expériences"

*Rapport par Ernst Reppnig un membre d' "Austrian Development Workers"
publié dans OED circular, avril 1990
et reproduit dans German Pacific Society Bulletin G 152, mai 1990
et Tok Blong SPPF Vol 34, janvier 1991*

traduction de Johanne Roux

Les jeunes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont déchirés entre les traditions anciennes, les influences occidentales et le crime. Joël Karem est un de ceux-ci.

(voici son témoignage)

Mes expériences :

En fait je m'en sors assez bien. Mon frère qui est mécanicien pour Ela Motors, m'a souvent aidé. Voilà quelques années je demeurais avec lui à Wewak, j'avais terminé l'école primaire depuis longtemps et on ne m'avait pas laissé rentrer à l'école secondaire, "pas de place", me dirent-ils. Le village était monotone, c'est alors

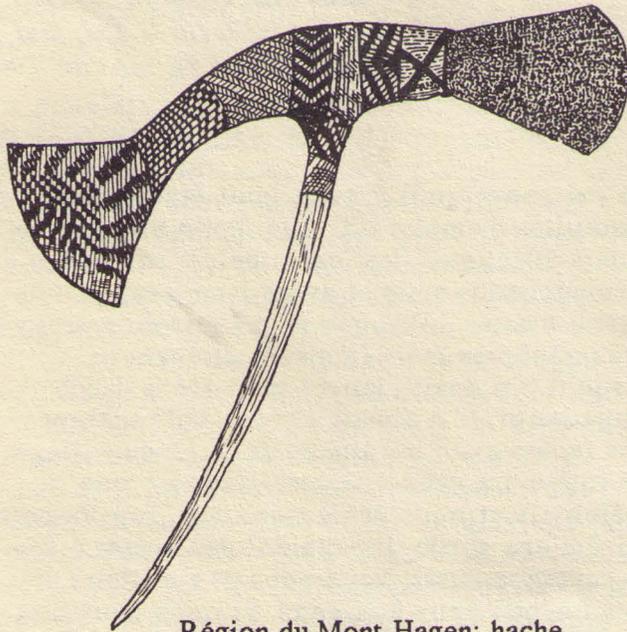
que j'ai pensé qu'il y avait peut-être plus de possibilités d'emploi en ville. Pour une fois je voulais m'acheter des jeans, boire une caisse de bière avec mes amis et avoir mon propre "ghetto blaster". Puisque je n'avais rien trouvé après quelques mois (mais où chercher puisqu'il n'y avait rien !) mon frère Jacob s'impacienta. Il n'aimait pas me voir traîner dans la rue avec les autres garçons du village. Par rapport à ceux-ci nous étions encore inoffensifs et nous craignions les "Top-Rascals", la première garde. Ils avaient des armes à feu et des couteaux aussi. Nous nous contentions de faire un peu peur aux gens. Si nous pouvions faire un peu d'argent de cette façon c'était bien. La plupart de l'argent à faire se trouvait dans le "marché" lorsque nous pouvions voler des portefeuilles, mais ce n'était jamais la grosse

prise, toujours à peu près deux ou trois kina, dix au plus.

Mon beau frère a donné du crédit à des membres de la parenté.

Alors mon frère m'amena à Skulbilong Stuakipa. Il tient une petite entreprise avec notre beau-frère dans le village et je devais la gérer. Après une année à l'école je suis retourné au village. Evidemment l'entreprise s'était effondrée depuis longtemps. Le beau-frère avait accordé du crédit à plusieurs membres de sa parenté, et à cause de ceci le magasin était vide sauf pour quelques T-shirts poussiéreux et des pièges à rat rouillés. Je le savais par expérience. Une petite hutte construite sur des pilotis et faite à partir des mêmes matériaux que nos maisons: marotta, les feuilles de palmiers de sagou sur le toit et les tiges de palmiers de Pangal sur les murs et sur le plancher Limbum, l'écorce d'une autre espèce de palmier. Quelques tablettes branlent à l'arrière d'une pièce de trois mètres par trois mètres. À l'avant, la grande poutre de la fenêtre ouverte, était utilisée comme comptoir de vente: C'est ici que je devais maintenant travailler. Eh bien, j'essayerais pour au moins une année jusqu'à ce que je reçoive mon bulletin de l'école.

Dans notre village il n'y avait que de la parenté, s'exprimant avec la même langue le



Région du Mont-Hagen: hache

"Tok Pier" dont un cousin du second ou troisième degré et sa famille qui tenaient eux aussi un petit magasin. Pour 150 personnes il y avait deux magasins. A environ deux kilomètres plus loin il y avait aussi le magasin tenu par un député. Comme à peu près tout politicien ici il avait tenté d'utiliser son commerce pour le financement de sa campagne électorale et pour cette raison le magasin n'était plus ce qu'il était dans le passé. Mais notre député avait maintenant accès à des sources importantes d'argent et ainsi il avait régulièrement des produits dans le magasin.

Quand j'ai commencé, Jacob me donna 200.00K. Des frères et soeurs de mon père je reçus 50.00K et avec ceci je pus débiter. Les produits comme d'habitude : du riz empaqueté dans des sacs de plastique de format d'un kilo, deux boîtes de viande en conserve, deux cartons de cigarettes quelques gommes à mâcher pour les enfants un sac de sel et deux boîtes de biscuits secs. Quelques paquets d'allumettes, une boîte d'huile à cuisson, des cahiers d'exercices, des piles et bien entendu du savon. Avec les mathématiques que j'avais appris à l'école j'étais bien entendu loin en dessous des prix locaux habituels.

Avec ceci les produits disparurent dans l'espace d'une semaine et j'avais fait un profit de presque 30.00k. Bien entendu les deux autres magasins n'étaient pas contents de la compétition à bon prix mais nous en sommes venus à une entente assez tôt. Je laissai le magasin fermé les samedi et ceci les aida aussi. Il n'y avait pas encore de salaire mais c'était un défi. Mon frère m'avait promis qu'il paierait pour mon voyage en bateau à Lae où ma soeur est mariée à un professeur aussitôt que nous aurions 800.00k dans le commerce.

Un recul:

Parce que notre village est connu pour la culture et la vente de noix de bétel et que les gens à Wewak paient presque n'importe quel prix pour ces Buai, ils avaient assez d'argent pour acheter du magasin malgré les prix à la baisse du café et du cacao. Après quatre mois j'avais déjà un inventaire d'une valeur de 500.00k dans le magasin. Mais alors le frère de ma mère mourut, notre "Kandere", et aux funérailles mon frère dépensa presque 300.00k en riz, poissons et viande en conserve pour les festivités. Bien entendu, tout cela provenait du petit magasin et avec cela mon voyage à Lae fut encore remis à plus tard. Puisque je ne pouvais

obtenir mon bulletin de notes sans rester dans le commerce au moins un an j'y demeurais. Je continuais à acheter des produits à Wewak à chaque deux semaines et graduellement notre inventaire s'accrut. Combien de fois mes frères et soeurs, mes neveux et nièces, mes oncles et tantes, en bref tout le monde, venaient et demandaient du crédit! Mais nous avons parlé assez souvent à l'école des conséquences du "dinou" (crédit) et avec l'aide de mon frère je réussis à les convaincre qu'il n'y avait pas de possibilité de crédit dans ce magasin. Si un jour nous avons assez d'argent mon frère leur a dit, nous pourrions peut-être acheter un petit camion pour le village. En tant que mécanicien il avait un bon accès aux automobiles usagées chez Toyota à Wewak ceci les a satisfaits.

Mon succès est confirmé par l'école

Pendant ce temps l'officier de prolongation de l'école m'avait visité et à l'exception des 300K que mon frère avait retiré du commerce il était assez satisfait. Il dit " continue le bon travail et tu recevras sûrement ton bulletin au mois de mars prochain. Il confirme à ma parenté que l'inventaire avait presque doublé à l'intérieur d'une période de six mois et qu'il était content qu'il n'y avait pas de "dinou" dans son commerce. Les livres de comptabilité que j'avais envoyé chaque mois à l'école de Yawosoro, étaient eux aussi en règle. Je l'ai vu moi-même chaque mois dans le compte des profits et des pertes.

Ce qu'une danse peut engendrer

Mais alors cette affaire avec Régina s'est produite en novembre. La clinique du village venait d'ouvrir et à la fête dans la soirée j'avais dansé avec elle entre autres et je ne peux me souvenir de toutes les choses que je lui ai dites. J'avais quand même bu plusieurs bières. Régina est la cousine d'un parent éloigné de ma mère, et je me souviens comme si c'était hier comment tout le "tok tok" (bavardage) commença la journée suivante un dimanche après la messe. Sa parenté parla de "Makin pinis" ce qui est une promesse de mariage. Quand je montrais clairement dans la semaine suivante que je n'étais pas intéressé, les menaces commencèrent et j'eus peur. On parlait de "matiim save" (intimidation) même de sanguma (empoisonnement). Comme c'est la coutume dans nos villages, lorsqu'un jeune homme veut faire à sa tête et n'adhère pas aux arrangements des aînés. Lorsque je remarquai que mon père

était en faveur de ce mariage, j'en ai eu assez. Je n'avais que 22 ans et pourquoi devais-je me marier si tôt? Je voulais voir le monde.

Fuir...

Juste après minuit je donnai les clés du magasin à mon jeune frère, j'empaquetai quelques pantalons et des chemises dans mon sac à dos et à 5 heures du matin j'étais sur l'autoroute pour aller à Wewak, et de là à Lae. J'avais pris 50K du commerce et au début de décembre j'étais avec ma soeur à Lae.

... Chez de vieux amis

J'en avais assez de notre village, de nos aînés bornés mentalement, et de la routine quotidienne. Ici à Lae tout était différent. Plus puissant, plus gros, plus vaste et plus sauvage qu'à Wewak. J'avais vite retrouvé quelques amis de mon passé à Wewak. Ici j'entrais en contact avec le " spakbrus" (la marijuana) pour la première fois, mais comme à Wewak, il n'y avait pas de travail. J'avais vite trouvé mon gang (les Dead Brothers Spinnex) Tous les garçons venaient de Sépik et c'est à Lae que tout se passait. Le plus gros coup fut le vol à main armée d'un expatrié, qui je crois était le gérant chez Boroko Motors. Nous avons complètement vidé son appartement. Le pauvre tremblait comme de l'herbe Kunai (Kunai-grass) et nous a même donné une bouteille de whisky. Ce fut tout un festin plus tard ! Mais alors nous nous sommes fait attraper lorsque nous avons tenté de vendre le magnéscope, la police est apparue soudainement. Deux voitures, dix hommes avec des fusils et des chiens. Tout de suite nous avons été conduits à la "Kalabus" (prison). De là mon beau frère est venu me chercher, après avoir payé une caution de 100.00k. En cour il m'ont donné six mois de probation, parce qu'ils m'avaient attrapé pour la première fois.

Maintenant je suis de retour à Wewak et je dois me rapporter à mon agent de probation toutes les deux semaines. Malgré tout ce qui s'est passé mon frère a payé pour le voyage de Lae à Wewak, et ensemble nous avons parlé aux gens de Skulbilong Stua kiper. En février je vais recommencer à travailler dans le magasin du village. Les discussions à propos du mariage ont cessé également, et j'espère cette fois-ci arriver à recevoir mon bulletin. En ce moment, ça va bien. □

Le développement des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée

*Interview qui a eu lieu le 18 juin 1989
à Victoria, Colombie Britannique, Canada
Tok Blong SPPF Vol. 29, octobre 1989*

traduit par Nathalie Bouthillette et Dominick Dujuriew

Phil Esmonde : Vous avez toujours été très active au sein des organisations pour les femmes en PNG. Vous êtes donc bien renseignée sur la situation des femmes là-bas. En général, quelle est cette situation ?

Au Doko : Au début des années 60, au début de mon implication, les choses commençaient à changer lentement et divers développements avaient lieu, comme des nouvelles habitudes alimentaires. Les femmes s'adaptaient bien principalement grâce à l'attention que le gouvernement leur portait à travers les organismes de santé communautaires. Les femmes pouvaient apprendre ce qu'elles sont censées faire. Parallèlement on les préparait à se mettre au diapason des besoins de leurs maris qui débutaient dans un emploi au gouvernement. On les préparait à vivre en ville à avoir une idée de ce dans quoi leurs maris évoluaient, de l'emploi qu'ils occupaient et ainsi de suite. Donc une grande part de l'éducation portait sur le plan domestique afin d'enrichir leurs connaissances culinaires, de la couture, du nettoyage, de l'hygiène, de l'alimentation, sans oublier ce qu'il y a à savoir pour vivre en ville avec des gens qui viennent de régions différentes.

Phil Esmonde : De toute évidence il y a des problèmes de transition et des défis pour les femmes et les hommes lorsqu'ils partent des milieux ruraux vers les nouveaux centres urbains. Quels sont ces nouveaux défis et sujets d'inquiétude auxquels les femmes font face dans les régions urbaines ?

Au Doko : Au fur et à mesure que cette transition se fait les femmes partent avec leurs maris pour la ville. Mais elles ont été élevées à occuper des emplois de type main-d'oeuvre. Ça a apporté beaucoup de changements. Elles vivent dans les villes sans vraiment savoir pourquoi certains développements se produisent. Par exemple l'alcool a été introduit au pays bien avant qu'il ne soit indépendant et il y eut problème au niveau de sa consommation et de l'attitude des gens face à ça.

Les femmes ont reçu une éducation et occupent

maintenant des postes au gouvernement ou dans le secteur privé, ce qui leur apporte une certaine indépendance. Elles peuvent même penser par elles-mêmes et parler en leur propre nom. Ce qui va à l'encontre de nos traditions. Traditionnellement les hommes sont toujours chefs de famille et ils sont supposés prendre les décisions. En public les femmes ne parlent jamais. Mais elles pensent maintenant qu'elles peuvent et doivent s'exprimer car beaucoup de choses arrivent dans le pays qui augmentent les problèmes qu'elles ont avec leurs enfants. Il y a eu des problèmes au niveau de la loi. Les hommes deviennent plus violents. La violence conjugale est due à l'alcoolisme. L'achat abusif d'alcool entraîne des diminutions importantes concernant le revenu familial ce qui fait qu'elles ne peuvent s'occuper de leurs familles convenablement. Donc quelques-uns des problèmes auxquels les femmes ont dû faire face au cours des 10 dernières années depuis l'indépendance sont l'alcool, la violence conjugale ainsi que le militantisme féminin au pays. Nous discutons de la place que devraient occuper les femmes dans les comités et les conseils pour pouvoir influencer les décisions des hommes. Jusqu'à maintenant nous avons fait beaucoup de pressions pour nous assurer que les femmes puissent siéger à ces comités afin d'être en mesure d'influer sur les décisions et contribuer de quelque façon que ce soit à l'amélioration de la situation des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Phil Esmonde : Regardons de plus près chacun des problèmes dont vous avez fait mention : l'alcool et son impact sur la société et plus spécifiquement sur les femmes, la violence envers les femmes dans la société et finalement les femmes occupant des postes dits de "décision". Peut-être pourrions-nous commencer par l'alcool. Quelle était la situation en termes d'augmentation d'usage et d'abus d'alcool ainsi que de sa disponibilité en PNG ? Quel a été l'impact spécifique sur les femmes aux prises avec une telle situation ?

Au Doko : L'usage de l'alcool en PNG est un problème social parce que les hommes boivent

et donnent moins d'argent à leurs femmes. Lorsqu'elles posent des questions pour savoir où l'argent est passé et pourquoi ils perdent leur temps à boire, elles sont battues pour être forcées de se taire. Il en résulte un abus aux plans émotionnel et financier. Lorsque les femmes revendiquent leurs droits elles trouvent ça très difficile à supporter. Les femmes ont enduré la violence conjugale mais nous leur apprenons maintenant à connaître leurs droits. Ce sera peut-être leur ultime recours mais elles doivent être conscientes qu'il existe des lois contre la violence conjugale, qui sont faites pour être utilisées. Cela peut aider la famille à demeurer unie et mettre en garde les hommes contre la violence et l'abus d'alcool et les encourager à ne pas se sentir provoqués lorsque leurs femmes leur demandent ce qu'ils font avec l'argent du couple.

Phil Esmonde : Jusqu'à quel point les femmes sont-elles au courant des lois et dénoncent-elles la violence que leur est faite?

Au Doko : C'est très limité. Les lois ont été faites avant que la PNG devienne indépendante et nous ne les connaissons pas beaucoup. Tout ce que nous savons c'est que si vous amenez un homme en cour il peut aller en prison. Mais il y a plus que ça. Plus on avance dans ce cas plus on se rend compte que les femmes sont maintenant au courant que la loi peut les aider autrement qu'en envoyant leurs maris en prison. Des mesures préventives peuvent être prises qui feront en sorte qu'un homme recevra l'avertissement de ne plus frapper sa femme. Ce sont là des choses que les femmes commencent à connaître et elles peuvent même faire appel à une protection si la violence continue. Ceci va les aider et je pense qu'avoir certaines connaissances peut donner aux femmes le sens des responsabilités et elles pourront agir en fonction de ce qui est bon pour elles. C'est un problème à l'échelle mondiale, la violence conjugale ne date pas d'hier. Selon la tradition une femme élevée en PNG sait que son rôle est d'être mère de famille. Mais il y a des problèmes qui la gênent pour faire ce qui est bon pour les enfants ou pour toute la famille. Nous avons donc encore ici des problèmes ou conflits et c'est à ce niveau que nous essayons d'intervenir par le biais de l'instruction.

Phil Esmonde : Quel genre de choses la gênent, quel genre de conflits se produisent dans la société?

Au Doko : Eh bien, elle n'a pas confiance. Elle n'a pas confiance en elle, pas assez pour se défendre et aller en cour, faire ce qui est bon pour elle, parce qu'elle n'est pas au courant qu'il y a des lois comme je le disais. Elle ne réalise pas qu'il y a des amis à qui elle peut se confier. Elle n'en a pas le courage parce qu'elle pense qu'elle sera mal perçue. La communauté pense toujours que quoi qu'il arrive aux femmes c'est de leur faute à elles. Donc elles se disent qu'elles ne doivent pas aller se plaindre ni rien faire pour s'en sortir. Elles n'ont pas l'estime de soi.

Phil Esmonde : D'après ce que j'ai cru comprendre la tradition est toujours très forte en PNG. L'homme paie pour épouser la femme qu'il veut. La femme devient-elle une possession presque une esclave, dont le mari se sert pour faire le travail et satisfaire ses propres besoins à lui sans égards pour les siens à elle aussi?

Au Doko : Eh bien c'est une vieille, très vieille coutume selon laquelle l'homme doit payer une dot à la famille de la femme qu'il épouse. Cela confère en quelque sorte un statut officiel au mariage, une approbation de la part des deux familles. En même temps c'est aussi pour rapprocher les deux familles et avoir la reconnaissance des enfants dans les deux villages. Mais de nos jours le prix de la mariée est devenu une pratique très commercialisée et les hommes ont payé très cher parfois pour épouser une femme. Alors elle doit faire ce qu'ils peuvent être en droit d'exiger d'elle. A cause du prix de la mariée, il est très difficile pour une femme de divorcer même si la situation devient invivable. Ce prix de la mariée enchaîne la femme et lui ôte son autonomie.

Phil Esmonde : Est-ce que le prix de la mariée l'empêche aussi de dénoncer la violence, est-ce que ça porte l'homme à croire qu'il est libre de la frapper puisqu'il la payée?

Au Doko : Eh bien, trop d'hommes pensent qu'ils ont le droit. Il en a été question lorsque nous avons fait la campagne sur les épouses battues. Traditionnellement l'homme avait un droit, il payait pour avoir la femme donc il pouvait faire ce qu'il voulait pour la corriger. Mais ce n'est pas notre point de vue actuel. Nous travaillons pour que les femmes aient des droits et ne soient plus battues. Notre sondage a révélé que 73% des femmes tuées en PNG sont victimes de cette violence conjugale.

Phil Esmonde : 73% des femmes qui sont tuées le sont par des coups et blessures répétés?

Au Doko : Oui, constamment battues par leurs maris

Phil Esmonde : En terme de population en PNG quel est le pourcentage de femmes battues par leurs maris que ce soit constamment ou occasionnellement?

Au Doko : Eh bien, le 73% n'est qu'une donnée qui a été recueillie par le département de santé où ils ont découvert que des coups répétés causaient la mort. Mais le phénomène des femmes battues est vraiment un problème spécifique à la femme instruite. Elle est battue constamment par son mari spécialement si elle vit en ville. Ceci démontre encore une fois que l'instruction des femmes favorise leur indépendance financière, ce qui a pour effet de rendre les hommes très insécures. Nous en sommes au stade où nous pouvons voir que les hommes et les femmes sont égaux sur plusieurs plans. Ce qui est vraiment conflictuel avec nos rôles traditionnels. Parallèlement les femmes instruites prennent de l'assurance et se rendent compte qu'elles peuvent faire des choses de façon indépendante sans avoir rien à craindre. Si quoi que ce soit arrivait elles pourraient se prendre en mains et fonctionner par elles-mêmes.

Phil Esmonde : Donc les femmes instruites sont plus battues que celles qui ne le sont pas et ce parce que ces dernières ne représentent pas une menace aux yeux de l'homme. Mais de toute évidence les femmes qui ne sont pas instruites sont battues elles aussi. À part la connaissance de la loi et une augmentation de l'estime de soi engendrée par l'instruction, peut-on prendre d'autres mesures pour enrayer définitivement le problème des femmes battues en PNG?

Au Doko : Nous avons fait beaucoup de chemin avec l'aide de l'éducation des adultes pour aider les femmes à comprendre, à s'impliquer dans la communauté à y jouer un rôle actif dans les prises de décisions. Nous avons utilisé d'autres moyens pour que les femmes puissent prendre des décisions au niveau politique. Cela a encouragé beaucoup de femmes en ce sens qu'elles comprennent maintenant que l'abus d'alcool et la violence conjugale ne pourront cesser et qu'elles ne pourront pas se protéger tant qu'elles n'auront pas la possibilité de parler en leur propre nom. Nous avons donc un Conseil

National de femmes où nous essayons de chapeauter tout ce qui se fait et où nous parlons en faveur de l'amélioration du statut des femmes au niveau politique, social et économique. Nous en sommes à un point où il faut se faire entendre pour être perçues comme des partenaires dans le développement. Les femmes dans les villages ne pourraient s'exprimer à ce point en principe mais elles le font quand même parce qu'il y a des organisations regroupées pour les femmes à travers des églises, des organisations non-gouvernementales et ainsi de suite. Les femmes ont réalisé qu'elles avaient des responsabilités non seulement dans leurs foyers mais aussi dans la communauté.

Phil Esmonde : Quelle est la situation des regroupements de femmes à travers le pays? Sont-ils bien organisés? Reçoivent-ils des subventions suffisantes? Le gouvernement les appuie-t-il? Y en a-t-il un peu partout?

Au Doko : Les organisations pour les femmes sont très actives et impliquées dans la communauté où elles travaillent à aider les femmes sur les plans mental, spirituel, etc. En termes d'organisation les organismes ont encore des problèmes à administrer et gérer leurs affaires parce qu'ils ont peu de compétences et de connaissances dans ces domaines. La plupart des femmes qui travaillent pour ces organisations sont des volontaires qui n'ont pas tellement de connaissances ou d'expérience pour diriger des organisations. Il y a une petite élite de ces organisations qui possède des connaissances en administration et dans la gestion. Ces petits groupes sont capables d'obtenir des fonds grâce aux agences internationales ou au gouvernement.

Le gouvernement aide les organisations pour les femmes et leur développement mais il n'y a pas beaucoup de fonds qui ont été attribués aux femmes pour réaliser ce qui est dans leurs intérêts. Donc bien que le gouvernement ait fait de l'éducation des femmes une des priorités du développement au pays lorsque vient le temps de mettre ça en pratique, il n'y a pas beaucoup de support financier. Nous luttons et nous savons que nous ne pouvons pas arrêter mais nous devons travailler en vue de faire tout ce qui est nécessaire au développement des femmes au pays.

Phil Esmonde : Est-ce que la plupart des provinces en PNG ont des organisations pour les femmes?

Au Doko: Oui. Je dirais que oui. Les églises dans toutes les régions du pays sont très actives et dirigent les plus grandes organisations pour les femmes. Il y a aussi des conseils provinciaux de femmes qui essaient encore de réunir les femmes afin qu'elles soient plus informées politiquement parlant. Parallèlement le YWCA existe dans les provinces et nous faisons tout en notre pouvoir pour aider. Nous ne sommes pas une grosse organisation mais nous avons du poids grâce à nos relations internationales ce qui nous donne un peu plus de connaissances sur la façon d'organiser ce que nous sommes en train de faire au pays.

Phil Esmonde: Que se passe-t-il en termes de rôle et d'avancement des femmes dans la prise de décisions au pays. Quelle est la situation maintenant et que s'est-il passé? Y a-t-il plus de femmes qui s'impliquent activement? Y-a-t-il des femmes membres du parlement? Y-a-t-il des femmes à des postes élevés dans des ministères gouvernementaux?

Au Doko: Eh bien, il n'y a que quatre femmes qui sont chefs de département et je dirais qu'environ une vingtaine sont à des niveaux exécutifs intermédiaires. Ce n'est pas beaucoup. Au niveau politique nous n'avons personne au parlement actuellement! Ça ne veut pas dire que ça ne nous intéresse pas. 17 femmes s'étaient présentées aux dernières élections. Malheureusement aucune n'a réussi et nous essayons maintenant d'encourager les femmes à jouer un rôle plus actif en politique afin qu'elles aient la parole au parlement. C'est donc un champ d'action qui nous intéresse de plus en plus. Nous devons impérativement être au parlement pour parler en notre nom et représenter l'intérêt des femmes. Nous y travaillons et je dirais que les femmes ont une plus grande conscience politique qu'il y a cinq ans.

Phil Esmonde: Un des domaines où les femmes ont un impact qui se répercute sur la famille entière est l'alimentation. J'ai souvent entendu dire que dans quelques régions de PNG l'homme mange en premier et que parfois il en résulte que les enfants sont sous-alimentés. Quel est le rôle de la femme pour remédier à cette situation?

Au Doko: Les femmes savent ce qu'elles peuvent préparer et ce qui est le mieux pour leurs familles. Mais comme vous le dites il y a un problème découlant de notre culture: les

hommes doivent être nourris en premier et nos enfants ensuite. Cela aussi a changé depuis que les femmes sont plus instruites. Dans les villes toute la famille mange en même temps. Plus les femmes sont instruites plus elles sont en mesure de comprendre l'importance des repas nutritifs ainsi que de la propreté pour leurs familles, bien que nos services sociaux et de santé aient fait beaucoup de travail déjà. Notre taux de mortalité a chuté et il y a une augmentation du taux de fertilité. Si l'on regarde du côté des services de santé, ils ont amélioré notre situation mais il y a encore beaucoup à faire pour combattre la malnutrition parce que les femmes ont encore à apprendre la préparation de la nourriture et quels aliments elles peuvent utiliser. Elles doivent aussi arriver à surmonter la tradition qui veut que les hommes aient le meilleur et les enfants le reste. Ce sont là quelques-unes des choses qu'il y a à faire. Je sais que le statut des femmes s'est amélioré mais il y a encore beaucoup à faire pour instruire les femmes sur l'alimentation et son importance ainsi que sur la façon dont elles doivent prendre soin de leurs corps.

Phil Esmonde: L'hygiène?

Au Doko: Oui. L'hygiène et le type d'aliments que les femmes mangent lorsqu'elles portent des enfants, qu'elles les nourrissent et les élèvent. Ça aide à vivre plus vieux mais ça dépend aussi de la mère, de la façon dont elle prend soin d'elle, de ce qu'elle sait sur la santé et l'hygiène, sur l'alimentation et ainsi de suite.

Phil Esmonde: Plusieurs défis se présentent en PNG dont plusieurs ont rapport avec la richesse des ressources naturelles de PNG: le bois, la pêche, le cuivre, l'or et le pétrole. Les propriétaires terriens au nord de la province de Salomon ont contesté ce qui est arrivé à la mine de Bougainville alléguant qu'ils n'avaient pas été dédommagés pour ce qui a pris place sur leurs terres. Pouvez-vous dire quelles sont les racines de ce problème selon vous et ce que cela implique pour la PNG?

Au Doko: En PNG quand les règlements politiques ont été créés au tout début, les propriétaires terriens n'avaient qu'un très petit pourcentage (5%) de royautés pour l'utilisation de leurs terres. Ce n'est vraiment rien. Comme les mines continuaient à opérer au fil des années l'environnement est devenu très pollué et les gens ont découvert que leurs terres étaient exploitées à outrance et que les

multinationales s'enrichissaient. Les propriétaires pour leur part, ont reçu très peu, bien que ce soient leurs propres terres. Ils ne font pas de bénéfices, ils voient l'injustice et ils essaient de la combattre en parlant avec le gouvernement mais il n'y a toujours pas eu d'entente. Alors ils ont pris l'affaire en main pour montrer leurs sentiments, leur frustration, et le besoin d'en discuter. Ces discussions n'ont pas eu lieu et personne n'a vraiment fait attention à eux. Ils savent que ce sont leurs terres. C'est quelque chose qui leur appartient. Ils devraient recevoir plus que ce qu'ils ont en ce moment.

Il s'est passé tellement de choses au fil des ans. Les rivières sont polluées et le poisson n'est plus le même. Ils ne peuvent plus manger le poisson car il est très contaminé et donc impropre à la consommation. De plus là où les gens avaient l'habitude de cultiver, le sol ne s'y prête plus à cause de la pollution. Les gens doivent quitter l'endroit où ils avaient l'habitude de cultiver et ramasser leur nourriture. Et le cercle vicieux est commencé.

Phil Esmonde : Y aura-t-il d'autres situations comme celle-ci dans les autres régions de PNG?

Au Doko : Je suis presque certaine qu'il y a d'autres endroits où des mines ont été ouvertes. En ce moment la PNG connaît un véritable essor minier. Les compagnies internationales viennent et s'installent après y avoir été invitées par le gouvernement. Mais il y a de plus en plus de P.N. Guinéens avisés, spécialement à cause de la situation de Bougainville. Ils se rendent compte qu'ils seront traités de la même manière, parce que plus les gens sont instruits plus ils sont au courant de ce qui se passe ailleurs au pays. Cela les fait réfléchir sur leurs propres situations. Par exemple dans les mines de Pogera les propriétaires terriens se sont battus pour savoir à qui appartenait la terre afin de recevoir leur part. Et se battre ainsi pour la terre a causé des troubles internes.

Phil Esmonde : A l'intérieur du village même?

Au Doko : Non à l'intérieur des tribus parce que c'est une propriété tribale. Donc on se rend compte que ça n'aide pas les gens parce qu'ils se battent aussi pour avoir les profits. Mais encore à qui est-ce que cela appartient? Au



photo: Jean-Claude Martin

gouvernement ou au peuple? C'est la question. Ce sont là les débats qui ont lieu présentement. Nous acceptons les mines à cause des revenus dont nous avons besoin pour maintenir et développer les services essentiels au pays, ce qui est important. Parallèlement, les frustrations et les inquiétudes des gens doivent être prises en considération afin que le gouvernement et le peuple travaillent conjointement.

Phil Esmonde: Combien de mines sont opérationnelles actuellement en PNG?

Au Doko: En ce moment à peu près quatre mines sont opérationnelles au pays. Deux compagnies sont encore dans le processus d'évaluation de la viabilité des mines. Et il y a encore beaucoup plus de ressources dans bien des endroits de la PNG. Il ne s'agit pas seulement de mines d'or ou de cuivre, il y a aussi le bois. Ces terres appartiennent à des gens du peuple. C'est vraiment à ce niveau que nous nous sentons concernés. Comme ce sont des gens de PNG qui possèdent les terres, nous devrions avoir notre mot à dire à propos de ce qui est à nous et ce qui s'y passe actuellement.

Phil Esmonde: Que se passe-t-il avec la coupe du bois en PNG? Est-ce une pratique répandue et intelligemment menée?

Au Doko: Le gouvernement a invité plusieurs compagnies internationales à venir faire sa coupe de bois. Je pense que nos politiques à ce sujet nécessitent une révision de façon à aider les propriétaires terriens à retirer plus de profits de leurs terres.

Phil Esmonde: Mis à part la question de compensation concernant la coupe du bois ou d'autres ressources les gens connaissent-ils réellement l'impact d'une telle production sur leur environnement? Est-ce que les multinationales ne font que venir et raser la forêt sans que le gouvernement ne surveille ce qu'elles font?

Au Doko: Les gens eux-mêmes ne savent pas tellement de choses au sujet de l'environnement et de ce qui arrive si tous les arbres sont coupés. Tout ce qu'ils savent c'est qu'ils peuvent donner leurs terres au gouvernement et aux compagnies internationales qui coupent le bois et les propriétaires de ces terres recevront quelques dédommagements. Ils ne savent vraiment pas grand chose des effets après coup.

Lorsqu'ils le découvriront ils poseront des questions. D'autre part les compagnies viennent et coupent le bois mais n'expliquent rien aux gens. Je pense aussi que c'est la responsabilité du gouvernement d'informer les gens aussi bien que de se donner des moyens pour protéger l'environnement dans le futur. Ces derniers temps nous avons eu beaucoup de changements climatiques à cause de nos forêts tropicales qui sont décimées. Dans les provinces nous avons plus d'inondation ainsi que de sécheresse. Les gens ne comprennent pas bien ces phénomènes mais c'est là le résultat de la coupe du bois abusive dans nos forêts. Et cela continue.

Phil Esmonde: Cette dissémination des forêts tropicales devient de plus en plus sérieuse. Est-ce que le gouvernement s'informe et informe des conséquences possibles ou est-il lui-même ignorant de celle-ci?

Au Doko: À ma connaissance le gouvernement a mis sur pied son ministère de l'environnement et de la conservation et ils ont commencé à informer les gens que certains animaux et certains milieux naturels devraient être protégés mais jusqu'à quel point informent-ils et protègent-ils ces espèces je ne saurais le dire. D'après ce que j'ai cru comprendre, les gens eux-mêmes ne sont pas trop au courant de ce qu'ils devraient faire pour prévenir les problèmes qui découlent de ce défrichage continu.

Phil Esmonde: Donc le gouvernement n'est pas très actif pour soulever ces questions dans les villages et aux endroits où le pays a été défriché? Comment ces compagnies arrivent-elles dans ces régions? Est-ce que le peuple, par manque d'information, se dit qu'il y a un peu de kina (1) à faire, qu'il n'y a qu'à donner les concessions et que ça fera avancer le développement?

Au Doko: Je pense que le gouvernement est au courant de l'emplacement de certaines ressources naturelles au pays. Les multinationales se sont installées ici et ont réalisé leurs propres explorations et recherches. Il y a toujours des requêtes qui sont présentées, les investisseurs investissent dans ce qui leur est profitable. Donc les villageois eux-mêmes, bien qu'ils possèdent des ressources naturelles, ne les vendent pas. C'est toujours par l'entremise du gouvernement. Je dirais qu'à travers le processus de planification, le peuple

n'est pas très impliqué. C'est une relation directe entre le gouvernement et l'investisseur.

Phil Esmonde : Lorsque les compagnies sont en opération en PNG est-ce une occasion pour enseigner des choses aux gens ou pour les entraîner à ces activités, leur montrer la façon de s'y prendre?

Au Doko : C'est une des choses pour lesquelles nous luttons et l'embauche locale a été l'un des programmes du gouvernement. Mais si les gens ne peuvent s'occuper du développement et qu'ils ne sont pas en position de prendre des décisions dans ces industries cela montre que nous avons peu de gens entraînés. Nous avons beaucoup de ressources humaines engagées dans ce domaine et qui n'ont pas de compétences. Un effort national pour que les P.N. Guinéens reçoivent un entraînement spécifique? Je ne pense pas qu'il y en ait, si il y en a il n'y en a pas beaucoup. Ça ne nous donne donc pas beaucoup de moyens pour protéger nos gens et nos ressources.

Phil Esmonde : Que se passe-t-il à propos de la coupe du bois? Y a-t-il un traitement de ce bois ou bien ce sont les compagnies qui exportent les rondins pour ensuite les traiter et les transformer ailleurs?

Au Doko : Il n'y a qu'un très petit développement industriel à cause du prix élevé d'opération et les entrepreneurs trouvent qu'investir dans la transformation est une pratique très couteuse. Donc en premier lieu les rondins sont exportés et traités ailleurs. Mais le gouvernement encourage le développement des industries en PNG et quelques-unes sont déjà en place.

Phil Esmonde : L'autre ressource importante qui a été trouvée en PNG est le pétrole. Y a-t-il un essor pétrolier? Y a-t-il déjà une industrie ou bien pour le moment ne font-ils que chercher le pétrole? Installeront-ils des puits pour le pétrole plus tard?

Au Doko : Je n'en ai pas beaucoup entendu parler. Il y a des recherches pour trouver du pétrole mais nous n'en sommes pas là. Nous en sommes toujours au processus du boom minier.

Phil Esmonde : Un autre problème auquel la PNG est confrontée, un problème difficile pour le gouvernement et le peuple de PNG, ce sont les Papous qui sont en Irian Jaya, envahie par

l'Indonésie et donnée à elle par les Nations-Unies par des méthodes discutables. Il y a des Papous dans ce qu'ils appellent la Papouasie de l'Ouest qui sont reliés culturellement et ethniquement au peuple de PNG. Il y a eu beaucoup de combats en Papouasie de l'Ouest au fil des ans et il y a aujourd'hui beaucoup de réfugiés en PNG. Le gouvernement semble craindre de contrarier les Indonésiens, il accepte donc la situation en Irian Jaya. Mais que se passe-t-il, est-ce que les gens de la PNG s'intéressent à ce problème et qu'est-ce qu'ils en savent? Vous êtes allée au camp de réfugiés près de la frontière. Quelle est la situation en PNG actuellement face à ce problème?

Au Doko : Les gens de PNG n'ont pas vraiment compris sauf ceux qui sont plus instruits ou encore qui sont impliqués dans le développement. Ils savent que la PNG partage une frontière avec un autre pays. L'afflux de réfugiés a eu lieu en 1985 mais il n'y a pas eu beaucoup d'assistance venant du gouvernement lorsqu'il y avait des épidémies dans le camp. Cela a attiré l'attention de l'opinion internationale. Ce fut la première fois que le pays prit conscience de ce qui se passait de l'autre côté de la frontière. Les gens sont partis d'Irian Jaya parce que les soldats indonésiens détruisaient leurs villages. Les médias ont beaucoup aidé les PN Guinéens à comprendre cette situation. Je dirais que les gens dans la partie ouest de la PNG, qui partage la frontière avec l'Irian Jaya ou l'Indonésie, comprennent mieux parce qu'ils ont accueilli les réfugiés. Les gens, qui sont plus éloignés, n'ont pas cette compréhension des choses. Mais je dirais que les médias ont beaucoup fait pour informer les gens sur la situation.

Politiquement l'opinion publique est consciente qu'il y a un problème et que la PNG a une frontière commune avec une population importante et une économie plus solide que la sienne. Nous savons que les gens en Irian Jaya sont pratiquement identiques à ceux de PNG, nous sympathisons donc avec eux. Cependant le gouvernement de PNG a signé une convention qui reconnaît le statut de réfugié et a pris position en leur fournissant un emplacement permanent s'ils ne veulent pas retourner là-bas. Ils peuvent rester et bâtir leurs maisons et même mettre sur pied des projets d'agriculture afin de subvenir à leurs besoins, d'avoir des revenus. Des écoles ont été construites pour les enfants. De même, les départements de la santé et de l'agriculture ont emménagé et diverses agences internationales

sont aussi en train de travailler en collaboration avec le gouvernement pour faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les gens du camp.

Phil Esmonde : Combien y a-t-il de réfugiés en PNG?

Au Doko : En 1986 ils étaient plus de 20 000 réfugiés mais certains sont volontairement retournés en Irian Jaya ce qui donne un peu moins de 20,000 toujours dans le camp. Environ 13 camps à proximité de la frontière ont été relocalisés dans le nouvel emplacement. Ce sera ainsi plus facile pour le gouvernement de leur fournir le nécessaire c'est-à-dire le transport et des moyens de communications. Dans le passé il a été très difficile pour les réfugiés de recevoir de l'aide. Les moyens de transport et de communications étaient réduits. Ils n'avaient que la "Twin Otter" de la mission catholique, un petit avion, pour apporter un peu de nourriture. Seulement le transport coûtait une fortune alors que cet argent aurait pu être mieux utilisé si investi au bon endroit. Je pense donc que c'est pourquoi ils ont regroupé tout le monde dans le nouveau camp. Bien qu'ils déracinent une fois de plus les gens d'un endroit où ils avaient déjà bâti de bonnes maisons pour leurs familles. En les déménageant en un seul et même endroit, cela va les aider. Le gouvernement sauvera un peu de cet argent pour établir de meilleurs développements pour les réfugiés. Enfin ils ont vraiment été reconnus en tant que tels.

Phil Esmonde : Cela a aussi réduit certaines tensions le long de la frontière puisqu'ils sont amenés ailleurs, loin de la frontière où les Indonésiens ne les appréciaient guère, plusieurs d'entre eux allant jusqu'à l'acte. Quelle est la situation à la frontière en ce moment d'après ce que vous savez. Une fois la tension tombée, y a-t-il toujours des réfugiés qui traversent ou est-ce paisible?

Au Doko : C'est un peu plus tranquille maintenant. Il n'y a pas beaucoup de gens qui traversent présentement. La plus grande affluence a eu lieu en 1985. Je suis certaine qu'il y a toujours de petits groupes continus. Mais déménager les réfugiés dans un endroit plus éloigné de la frontière leur a apporté plus de sécurité et un plus grand territoire. Il y a trois genres de réfugiés. L'un d'eux est constitué par les villageois quittant leurs villages par crainte pour leurs vies. Un autre est composé d'un petit nombre de membres qui sont instruits:

professeurs, infirmiers(ères) et employés de bureau. Ceux qui possèdent une instruction et des habilités spécifiques, ils peuvent vivre en ville. Ce serait très difficile pour des villageois de vivre en ville où il n'y a pas d'emplois pour eux. Je pense donc que le gouvernement a fait ce qu'il fallait pour les aider dans leurs cheminements à venir.

Phil Esmonde : Quel est le troisième genre de réfugiés? Vous avez dit qu'il y en avait trois sortes: les villageois, les gens instruits. Qui sont les autres?

Au Doko : Le troisième ce sont les gens impliqués dans les décisions politiques.

Phil Esmonde : L'OPM, les combattants pour l'indépendance?

Au Doko : Oui, ce sont bien ceux-là. Quand un troisième pays leur est ouvert, ils y sont envoyés.

Phil Esmonde : Un mot pour conclure?

Au Doko : Eh bien, vous savez, pour moi quelle que soit la tendance vers le développement que connaît la PNG, je pense que nous avons compris que nous sommes allés trop vite. Maintenant on révisé, le gouvernement et le peuple discutent et débattent sur ce que nous avons fait, où cela nous a menés et où nous en sommes dans cette transition. Devrions-nous aller de l'avant ou bien devrions-nous évaluer notre situation en vue de planifier ce qui est le mieux pour notre peuple?

Pour moi c'est une situation saine car les gens sont éveillés. Ils veulent tellement, mais en même temps ils ne voient pas où sont les problèmes. Donc les organismes à but non-lucratif, les églises et le gouvernement discutent de ce qui doit être fait dans l'intérêt du peuple. La chose la plus importante est que nous nous conscientisons. □

(1) Devise monétaire de la PNG

| Les illustrations dans ce numéro (à part notre logo) |
| proviennent de deux livres: |
| Brian MILLER, The Highlands of Papua New Guinea. |
| Robert Brown et Ass. |
| John CROCKCROFT, Isles of the South Pacific: Papua |
| New Guinea, New Britain, New Ireland, Bougainville. |
Angus et Robertson.

